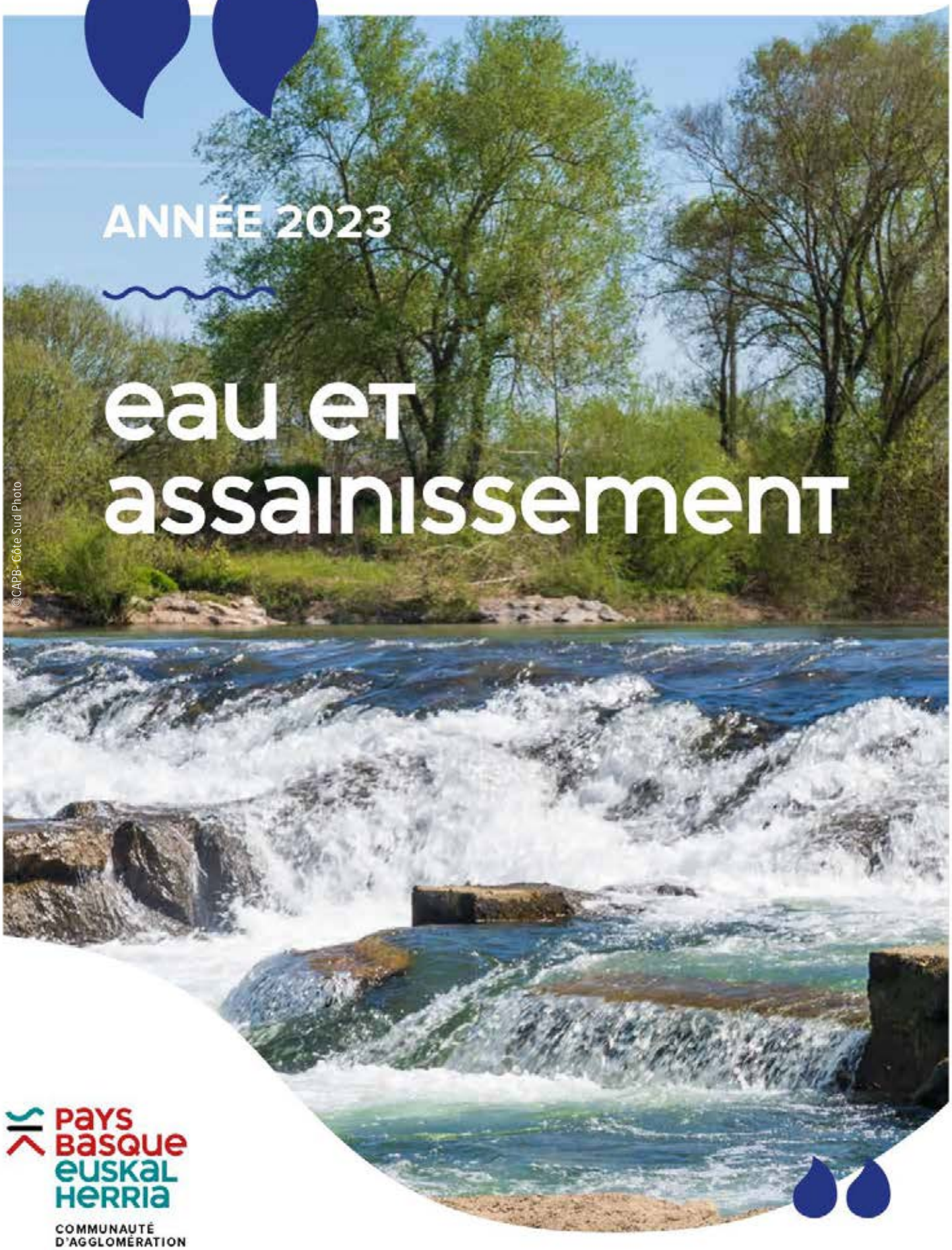
RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX
ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS

ANNÉE 2023

eau et assainissement



©CAPB - Côte Sud Photo

Pays Basque
Euskal Herria

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
HIRIGUNE ELKARGOA
COMUNAUTAT D'AGLOMERACION

@communautePB | communaute-paysbasque.fr

Table des matières

Le service public d'eau potable **4**

1. Les usagers du service d'eau potable 4
2. Améliorer le patrimoine du service d'eau potable 5
3. Exploiter les équipements d'eau potable 9
4. Financer le service d'eau potable 13
5. Améliorer en continu le service d'eau potable 16

Le service public d'assainissement collectif **17**

1. Les usagers du service d'assainissement collectif 17
2. Améliorer le patrimoine du service d'assainissement collectif 18
3. Exploiter les équipements du service d'assainissement collectif 21
4. Financer le service d'assainissement collectif 31
5. Améliorer en continu le service d'assainissement collectif 34

Assurer le service d'assainissement non collectif **35**

1. Les usagers du service d'assainissement non collectif 35
2. Le bilan des activités du service d'assainissement non collectif 36
3. Le financement du le service d'assainissement non collectif 37

ANNEXES 39

Glossaire

Un glossaire vient définir les **acronymes** utilisés dans le présent rapport.

Sommaire des cartes

Carte n° 1 : modes d'exploitation de l'eau potable 9
Carte n° 2 : avancement des zonages d'assainissement 18
Carte n° 3 : Assainissement collectif : prospective des travaux sur STEP 20
Carte n° 4 : modes d'exploitation de l'assainissement collectif 21

Sommaire des tableaux

Tableau n° 1 : ventilation des linéaires en km de conduites d'eau potable par âge et par diamètre 6
Tableau n° 2 : eau potable : liste des principales études engagées 7
Tableau n° 3 : eau potable : principales opérations engagées 7
Tableau n° 4 : eau potable : enveloppes financières à venir 8
Tableau n° 5 : évolution des volumes mis en distribution 10
Tableau n° 6 : évolution des volumes utilisés 11
Tableau n° 7 : rendements des réseaux 11
Tableau n° 8 : bilan et évolution du contrôle sanitaire, tous services confondus 12
Tableau n° 9 : évolution des consommations énergétiques du service d'eau potable 13
Tableau n° 10 : capacité de désendettement du service d'eau potable 14
Tableau n° 11 : suivi des indicateurs de performances du service d'eau potable 16
Tableau n° 12 : assainissement collectif : principales opérations exécutées 19
Tableau n° 13 : assainissement collectif : principales opérations à venir 20
Tableau n° 14 : nombre de points de surveillance des systèmes d'assainissement 23
Tableau n° 15 : évolution de la fiabilité des équipements d'autosurveillance des stations d'épuration 23
Tableau n° 16 : taux de traitement des principales pollutions (A4/A3 en Kg/j) 25
Tableau n° 17 : production de boues 26
Tableau n° 18 : évolution des conformités des systèmes > 2 000 EH en nombre de systèmes 28
Tableau n° 19 : évolution des consommations énergétiques du service d'assainissement collectif 30
Tableau n° 20 : capacité de désendettement du service d'assainissement collectif 32
Tableau n° 21 : suivi des indicateurs de performance du service d'assainissement collectif 34
Tableau n° 22 : état des mouvements financiers de l'exercice 2023 en M€ 37

Sommaire des figures

Figure n° 1 : eaux souterraines = 50% des prélèvements 10
Figure n° 2 : eaux superficielles = 50% des prélèvements 10
Figure n° 3 :état des mouvements financiers de l'exercice 2023 en M€ 14
Figure n° 4 : Répartition du nb de STEP selon leurs capacités de traitement 19
Figure n° 5 :types de réseaux d'assainissement 22
Figure n° 6 : codification des points de contrôle en assainissement collectif 22
Figure n° 7 : niveaux de dépollution des flux d'eau usées 25
Figure n° 8 : taux de conformité ERU 27
Figure n° 9 : taux de conformité locale 27
Figure n° 10 : type de non-conformité ERU 27
Figure n° 11 : type de non-conformité locale 27
Figure n° 12 : état des mouvements financiers en M€ 32
Figure n° 13 : nombre d'installations d'ANC par secteur 38

Conformément aux articles D2224-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, le Président d'un Établissement Public de Coopération Intercommunale compétent en matière d'eau potable et d'assainissement, tel que la Communauté d'Agglomération Pays Basque, doit présenter chaque année à son assemblée délibérante un rapport sur le prix et la qualité du service.

La Communauté d'Agglomération décide de présenter sous une forme unique l'ensemble de ses prérogatives dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement. Le présent rapport expose :

- la caractérisation technique des services,
- les tarifications et les recettes des services,
- les indicateurs de performance,
- le financement des investissements,
- les actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.

Conformément à la règlementation, les données seront également consultables sur le Système d'Information sur les Services Publics d'Eau et d'Assainissement (**SISPEA**) du site internet de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement.

Le service public d'eau potable

Service prioritaire pour la Communauté d'Agglomération Pays Basque, l'usage de l'eau du robinet doit s'accompagner d'une grande rigueur.

Le niveau de service attendu oblige à mettre les moyens les plus efficients pour garantir la sécurité sanitaire de ce premier produit alimentaire.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération Pays Basque s'engage à :

Mettre en place un programme général de sécurité sanitaire de l'eau potable (PGSSE) incluant le « plan sécheresse ».

1. Les usagers du service d'eau potable

1 La population desservie

Sur la base de la population permanente et saisonnière des communes, le nombre d'habitants desservis par le service d'eau potable correspond au nombre d'habitants dénombrés au recensement soit **330 533 habitants** (327 298 en 2022 soit une augmentation de l'ordre de 1%).

Couvrant l'ensemble du territoire du Pays Basque, le service d'eau potable comptabilise au 31/12/2023, **194 684 abonnés** (+2,15% par rapport à 2022).

Le nombre d'abonnés correspond au comptage réel des contrats pour lesquels le service est rendu. Par conséquent, un abonné peut correspondre à un foyer seul, à plusieurs logements notamment dans le cas d'immeubles non individualisés, ou encore à des activités commerciales, artisanales ou industrielles.

2 Le règlement d'intervention

Depuis le 1er juillet 2020, un règlement relatif au service d'eau potable s'applique sur l'ensemble du territoire quel que soit le mode de gestion.

Il détaille :

- les obligations du service (débit, pression, permanence,...) ;
- les modalités de fourniture d'eau (interruptions de service, restrictions,...) ;
- les obligations de l'usager ;
- les modalités de facturation du service (tarif, comptage, contentieux,...) ;
- les dispositifs de branchements et de comptage (caractéristiques, réalisation, entretien,...).

Règlement disponible sur : communaute-paysbasque.fr

3 La consommation en eau potable des usagers

La consommation moyenne inclut tous les usages de l'eau qu'ils soient domestiques ou industriels. Le volume facturé aux usagers est établi à environ 111 m³ par an et par abonné, soit une consommation moyenne de 180 litres par jour et par habitant desservi. Il est constaté que cette consommation a diminué de 3% par rapport à 2022.

Face à l'objectif de l'État de réduire la consommation de -10% à l'horizon 2030, les élus communautaires ont adopté dès le 1er juillet 2023, le Plan sècheresse Pays Basque. Il se décline en quatre axes : optimiser la ressource, organiser la sobriété, assurer la solidarité, engager l'innovation.

Les particuliers consomment 75 % de l'eau potable et leur consommation moyenne est supérieure de 15% à la moyenne nationale. Une aide directe leur a été proposée pour acquérir un récupérateur d'eau de pluie. Des aides ont aussi été fléchées pour les agriculteurs et les industriels. Les services publics ont pu être accompagnés en vue de réutiliser les eaux usées traitées pour nettoyer les espaces publics ou encore arroser les espaces verts.

Financés pour partie par la Communauté d'Agglomération, plus de 350 récupérateurs d'eau ont été installés en 2023.

Aussi, la Communauté d'Agglomération Pays Basque poursuit son action pour :

Améliorer la connaissance des usages de l'eau potable

4 Le service de facturation

Le service d'eau potable assure la facturation conjointe des prestations du service public d'assainissement collectif.

Pour l'ensemble des territoires exploités en régie, une application informatique unique permet une facturation harmonisée malgré la diversité tarifaire actuelle.

Pour le paiement des factures, les différents types de paiement automatique (prélèvement à l'échéance, prélèvement mensuel, TIP) ont été mis en place sur la majorité du territoire que la gestion soit en régie ou en délégation.

5 Le niveau de satisfaction

Les services d'eau potable restent très attentifs aux réclamations portées par ses usagers, d'une part pour s'assurer de traiter de potentielles alertes de dégradation de la qualité de l'eau, et d'autre part pour garantir un service au plus proche des attendus des consommateurs.

Il est constaté à l'échelle du Pays Basque un taux de 4,6 réclamations pour 1 000 abonnés, la moitié environ étant liée à la relation contractuelle liée aux abonnements. Une démarche d'amélioration du suivi par typologie de réclamation est en cours.

2. Améliorer le patrimoine du service d'eau potable

1 Schéma d'alimentation de l'eau potable

Conformément à l'article L 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), un « schéma de distribution » doit déterminer les zones desservies par le réseau de distribution. Il décrit également les ouvrages de transport et de distribution d'eau potable : linéaire de réseau, année de pose, catégorie des ouvrages, nature des matériaux.

La mise en œuvre en 2021 d'études structurantes sur le territoire et notamment l'étude globale sur la ressource, accompagnée d'une couverture complète en schémas directeurs permettra de définir en 2024 le schéma de distribution d'eau potable du Pays Basque.

Ces informations seront mises à jour en permanence dans le cadre du projet de déploiement d'un Système d'Information Géographique (**SIG**) unique pour l'ensemble des services de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, nommé « Géobasque ».

La Communauté d'Agglomération Pays Basque programme de :

Rendre opérationnel son nouveau système d'information géographique sur l'eau potable fin 2024.

2 L'origine des eaux : 138 unités de prélèvements

L'eau brute utilisée pour produire l'eau potable au Pays Basque provient pour un peu plus de la moitié (50 %) d'eau souterraine issue de 127 sources naturelles. La capacité de production est complétée de 11 prélèvements à partir de ressources de surface.

Des arrêtés préfectoraux définissent pour la majorité des prélèvements les mesures de prévention des risques de pollution. Il est constaté qu'en 2023, les procédures de déclaration d'utilité publique (**DUP**) de 9 captages restent à engager, 3 d'entre elles devant faire l'objet d'une étude hydrogéologique. Ces prélèvements représentent seulement 1,6% de la production annuelle.

Au 31/12/2023, l'indice de protection de la ressource (**IPR**) est évalué à 79/100, au prorata des volumes prélevés.

Ce critère permet de suivre pour chaque prélèvement l'effectivité de la mise en place des mesures de protection contre les pollutions accidentelles. Il est à retenir que les 80 premiers sont attribués par l'**ARS** par la vérification de l'exécution des prescriptions patrimoniales prévues par les arrêtés (acquisitions foncières, servitudes, clôtures).

Les 20 points restants sont évalués par la Communauté d'Agglomération Pays Basque pour prendre en compte la mise en place de procédures internes de suivi des prescriptions des arrêtés. Un travail de validation des critères d'évaluation avec l'**ARS** est à ce jour engagé.

S'engageant dans une démarche de maîtrise des risques sanitaires, la Communauté d'Agglomération Pays Basque décide de :

Finaliser les procédures de DUP et coter la maîtrise de la mise en place des préconisations prévues.

3 Le traitement de l'eau potable

Les 5 usines ayant des process élaborés de traitement (Helbarron, Mauléon, Xoldokogaina, Cherchebruit, Nive) ont assuré, en 2022, 50% de la production globale du Pays Basque. Le reste des besoins a été couvert par des prélèvements dans le milieu naturel mis en distribution, dans la plupart des cas, après une simple désinfection.

4 Le réseau de distribution

Environ 5 600 km de réseaux répartis sur 92 systèmes de distribution plus ou moins complexes assurent la sécurité de l'alimentation de la population.

Au 31/12/2022, l'indice de connaissance patrimoniale (**ICP**) des réseaux d'eau potable est de 101/120.

Cet indicateur permet de surveiller le niveau de connaissance générale de positionnement des réseaux et des équipements annexes, de la nature et de l'âge de conduite, ainsi que de la mise en place de programmes de réhabilitation.

Des ressources sont mobilisées pour intégrer l'ensemble des plans des réseaux, ainsi que leurs équipements structurants dans un système d'information géographique (**SIG**) piloté à l'échelle de l'ensemble des compétences de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

- 309 réservoirs assurent le stockage tampon de 110 000 m³ d'eau potable.
- 2/3 des conduites d'eau ont moins de 60 ans.

À ce jour, la Communauté d'Agglomération Pays Basque s'est imposée d'amortir ses réseaux sur une période de 60 ans. L'âge des conduites reste un indicateur de qualité des réseaux en place, même s'il doit être analysé au regard d'autre critères techniques comme la qualité des matériaux, la date et les conditions de pose, la nature du sol, etc.

EAU POTABLE	Ø < 110	125 < Ø < 175	200 < Ø < 300	Ø > 350	Ø inconnu	TOTAL	
< 10 ans	237	89	36	7	18	386	6,7%
entre 10 et 20 ans	320	107	77	31	1	536	9,3%
entre 20 et 30 ans	245	70	34	24	0	374	6,5%
entre 30 et 40 ans	540	111	57	23	2	732	12,7%
entre 40 et 50 ans	689	110	61	14	3	876	15,2%
entre 50 et 60 ans	1017	100	52	31	1	1202	20,9%
entre 60 et 70 ans	438	59	33	3	0	533	9,2%
entre 70 et 80 ans	48	10	8	5	0	72	1,3%
> 80 ans	215	58	42	36	8	360	6,2%
Année de pose inconnue	570	71	14	3	34	692	12,0%
	4319	784	415	178	67	**5 763**	
TOTAL	74,9%	13,6%	7,2%	3,1%	1,2%		

Tableau n° 1 : ventilation des linéaires en km de conduites d'eau potable par âge et par diamètre

Il est à noter que 75% des canalisations d'eau potable sont de petit diamètre (inférieur à 110 mm).
Plus de la moitié du réseau est en PVC (57 %), le reste est majoritairement en fonte (36 %).

©CAPB

5 L'amélioration des équipements

a. Les études engagées en 2023

3% du budget d'investissement, soit environ 600 000 € ont été consacrés aux études préalables. Ci après la liste des principales études menées en 2023 :

Territoire		Etudes en 2023
Ensemble du territoire		Finalisation de l'étude Ressources
Sud Pays Basque	Urrugne	Maîtrise d'œuvre - Réservoirs Xoucoutoun
	Biriatou	Etudes Forages Ondibarre
	Saint-Jean-de-Luz	Maîtrise d'œuvre - Réservoirs Ur-Mendi
Côte Basque-Adour	Bidart	Renouvellement Suirpresseur Bassilour
Errobi / Nive-Adour	Briscous	Maîtrise d'oeuvre - Réservoir
	Espelette	Maîtrise d'oeuvre - Réservoir Pinodiet
Pays de Hasparren et de Bidache	Ensemble du secteur	Schéma directeur
Amikuze	Amorots	Renouvellement réseau
	Domezain	Renouvellement réseau
Soule-Xiberoa	Ensemble du secteur	Schéma directeur
		Réhabilitation réservoirs
Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre	Ensemble du secteur	Interconnexion Ossès/Irrissary

Tableau n° 2 : eau potable : liste des principales études engagées

b. Les travaux exécutés en 2023

Sans expliciter l'ensemble des travaux engagés au cours de l'année 2023, il est cependant possible de retenir les opérations marquantes de l'année :

Territoire		Travaux en 2023
Ensemble du territoire		Interconnexion Nive-Helbarron
Sud Pays Basque	Urrugne	Conduite Helbarron-Xoucoutoun
	Urrugne	Renforcement réseaux
	Hendaye	Renouvellement Bd de l'Empereur
	Ascain	Renouvellement Chemin Oihan
	Saint-Jean-de-Luz	Renouvellement Bd Victor Hugo
Côte Basque-Adour	Bayonne	Renouvellement Quartier DEYRIS
	Anglet	Renouvellement Bd des plages
	Boucau	Extension Politzer
	Biarritz	Renouvellement Lac Marion
	Bayonne	Réhabilitation pompage Marracq
	Bidart	Renouvellement Chiripa
Errobi / Nive-Adour	Itxassou	Renouvellement Pannecau
	Arcangues	Renouvellement chemin Errota Handia
	Espelette	Renouvellement Kattalinondoko Bidea
	Saint-Pierre d'Irube	Renouvellement Av du Labourd
Pays de Hasparren et de Bidache	Hasparren	Renouvellement La Cote
	Arancou	Dévoiement Rioulong
	Méharin	Renouvellement Chemin de Listeia
	Armendaritz	Dévoiement Bourdinateguy
	Hastingues	Dévoiement Chelin Lurbe
Amikuze	Domezain	Renouvellement RD11
Soule-Xiberoa	Garindein	Renouvellement Secteur Petrissans
	Chéraute	Renouvellement Muxurenborda
	Haux	Renouvellement Etchecopar
	Alos	Renouvellement Quartier Sibas
Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre	Ossès	Interconnection Irrissary
	Iholdy	Renouvellement Bourg
	Ahaxe	Renouvellement Bourg
	Irouléguy	Renouvellement Route d'Ementa
	Saint-Martin d'Arrossa	Renouvellement Maillage Ossès

Tableau n° 3 : eau potable : principales opérations engagées

Une attention particulière est portée aux derniers branchements en plomb encore en service : 468 branchements en plomb en service connus au 31/12/2023 seront remplacés en 2024.

C. Le plan d'investissement à moyen terme

La Communauté d'Agglomération Pays Basque se doit de :

Structurer son plan pluri-annuel d'investissement,
en optimisant la recherche de subventions auprès de ses partenaires.

Il est envisagé pour 2024 les enveloppes financières suivantes :

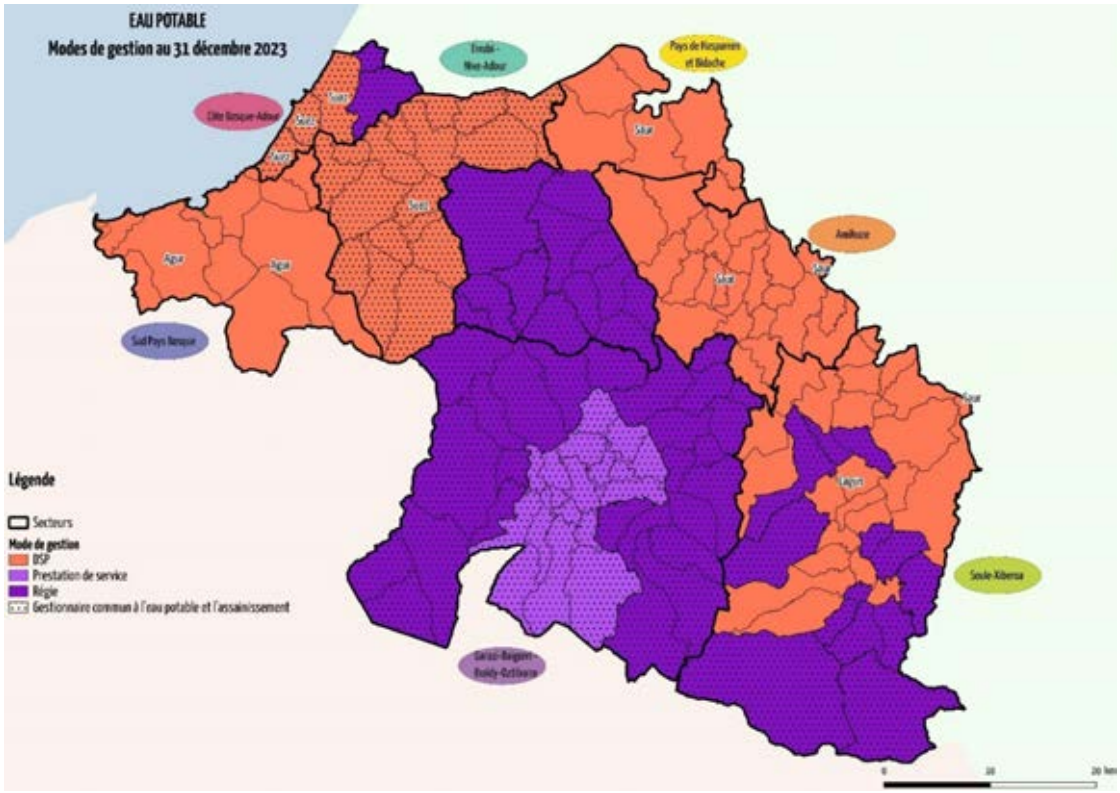
Territoire	Travaux à venir	Montant en € HT
Ensemble du territoire	Renouvellement Réseaux	2 400 000
Sud Pays Basque	Réservoir Ur-Mendi	4 685 000
	Usine Cherchebruit	660 000
	Renouvellement Réseaux	3 100 000
Côte Basque-Adour	Renouvellement Réseaux	5 800 000
Errobi / Nive-Adour	Réservoirs Cambo-les-Bains	450 000
	Renouvellement Réseaux	1 500 000
Pays de Hasparren et de Bidache	Renouvellement Réseaux	3 400 000
Amikuze	Renouvellement Réseaux	2 450 000
Soule-Xiberoa	Renouvellement Réseaux	3 100 000
Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre	Renouvellement Réseaux	2 900 000

Tableau n° 4 : eau potable : enveloppes financières à venir

3. EXPLOITER LES ÉQUIPEMENTS D'EAU POTABLE

L'exploitation des ouvrages d'eau potable doit garantir la qualité de l'eau distribuée et limiter les pertes sur les réseaux. Cette gestion commence au point de prélèvement d'eau brute dans le milieu naturel, englobe le parcours de l'eau jusqu'au robinet du consommateur en passant par d'éventuelles unités de traitement.

La Communauté d'Agglomération Pays Basque assure sur certains territoires l'ensemble des missions par ses propres moyens (gestion en régie directe) ou fait appel à des prestataires dans le cadre de contrats de prestations de service ou de délégation de service public (**DSP**).



Carte n° 1 : modes d'exploitation de l'eau potable

1 LES EXPLOITANTS DU SERVICE D'EAU POTABLE

- Au 31 décembre 2023, la Communauté d'Agglomération Pays Basque assure l'exploitation directe des équipements d'eau potable de 72 communes.
- Pour les 3 communes en régie que sont Larrau, Licq-Atherey, et Sainte-Engrâce, la compétence est déléguée à chacune des communes par une convention de gestion.
- Pour les 86 autres communes, elle contrôle 12 contrats de délégation de service public. Ils ont été confiés à 4 entreprises différentes (AGUR, LAGUN, SAUR et SUEZ).

2 La production d'eau potable

a. Les volumes prélevés

La production d'eau potable est en baisse de 4,4% par rapport à 2022 : 28,3 millions de m³ ont été prélevés et déclarés à l'Agence de l'Eau Adour-Garonne (AEAG), soit un rendement de réseau évalué à 82%.

La différence entre les volumes prélevés et les volumes consommés s'expliquent en partie par des pertes d'eau dans les réseaux : ces derniers conduisent à une réduction du besoin de prélèvement pour une même consommation et font évoluer des volumes non comptés (cf. partie 3 ci-après).

Les prélèvements d'eau souterraine ne nécessitent en général qu'une désinfection avant une mise en distribution. Les eaux superficielles sont traitées par 5 usines (Helbarron, Cherchebruit, Xoldokogaina, Nive, Mauléon).

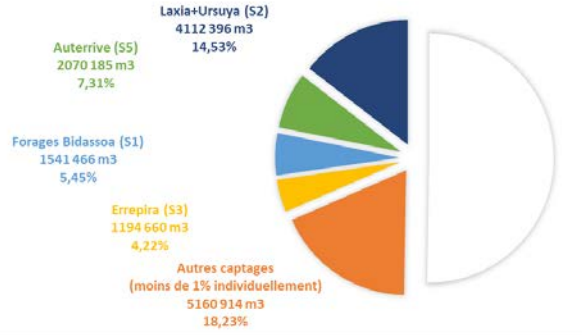


Figure n° 1 : eaux souterraines = 50% des prélèvements

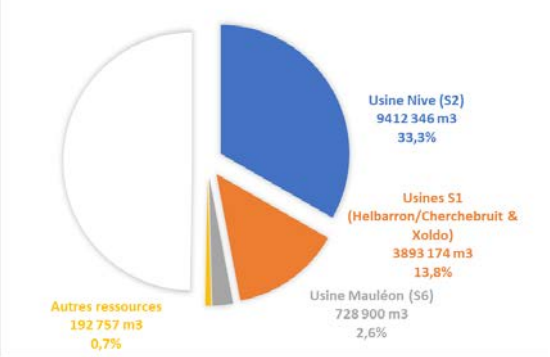


Figure n° 2 : eaux superficielles = 50% des prélèvements

b. Les volumes mis en distribution

La Communauté d'Agglomération Pays Basque assure la production de la très grande majorité de ses propres besoins. Néanmoins, afin de garantir une sécurité d'approvisionnement, des échanges d'eau sont définis par convention avec le SYDEC (Syndicat d'équipement des communes des Landes pour l'alimentation du Boucau et l'interconnexion de secours), le Syndicat de Saleys et Gaves (alimentation d'Osserain) et le SIAEP de Navarrenx (alimentation de L'Hôpital Saint-Blaise du Boucau et l'interconnexion de secours).

Volumes mis en réseau		2021	2022	2023
Origine de l'eau potable				
Volumes prélevés	A0	30 149 277 m3	30 091 090 m3	28 306 798 m3
Volumes produits et mis en distribution	A	29 110 709 m3	28 825 103 m3	27 428 553 m3
Volumes importés	B	1 097 936 m3	751 256 m3	241 421 m3
Distribution d'eau				
Volumes exportés	C	617 137 m3	820 327 m3	358 692 m3
Mise en réseau : D = A + B - C	D	29 591 508 m3	28 756 032 m3	27 311 282 m3

Tableau n° 5 : évolution des volumes mis en distribution

c. La vente d'eau en gros

La Communauté d'Agglomération Pays Basque participe aux interconnexions des réseaux avec le Sud des Landes, le Béarn et l'Espagne. A ce titre, des conventions définissent les conditions d'achat et de vente d'eau.

Pour les communes limitrophes d'Anses-Féas, Esquiule et Géronce, des prestations sont rendues pour la vente d'eau.

3 La distribution d'eau potable

a. La consommation d'eau potable

La consommation moyenne inclut tous les usages de l'eau qu'ils soient domestiques ou industriels. Elle est établie à environ 111 m³ par an et par abonné, soit une consommation moyenne de 180 litres par jour et par habitant desservi. Elle baisse de 3% par rapport à 2022.

La différence avec la diminution des volumes prélevés évaluée à 4,4 % peut être expliquée en partie par la réduction des pertes d'eau en réseau conduisant à une réduction du besoin de prélèvement pour une même consommation, ainsi que par l'évolution des volumes non comptés (cf. parties B et C ci-dessous).

La mesure des consommations repose sur un parc de compteurs sur lequel des obligations de renouvellement permettent de garantir la qualité de facturation. A ce jour, de l'ordre de 200 000 compteurs de facturation sont en service.

Le taux de conformité du parc est évalué à 84%. Il correspond aux compteurs de moins de 15 ans ajoutés à ceux de plus de 15 ans ayant été échantillonnés conformes. Le taux de renouvellement reste stable à environ 4% par rapport à 2022.

21,54 millions de m³ d'eau potable consommés ont été facturés en 2023.

b. Les volumes d'eau perdue

La différence entre les volumes prélevés dans la ressource et les volumes de consommation a plusieurs origines notamment les pertes d'eau dans les réseaux de distribution.

C'est pourquoi, la Communauté d'Agglomération Pays Basque cherche à limiter ces pertes d'eau. Cette maîtrise s'acquiert par une surveillance accrue du fonctionnement des équipements. Elle correspond aussi à une optimisation du fonctionnement de différents niveaux de pression et un renouvellement ciblé des installations.

Volumes distribués		2021	2022	2023
Mise en réseau (cf. tableau 5)	**D**	**29 591 508 m3**	**28 756 032 m3**	**356 669 m3**
Volumes comptés Vc = Vsc+Vfc	**Vc**	**22 669 492 m3**	**22 706 888 m3**	**21 995 615 m3**
Volume de service comptabilisé	Vsc	81 360 m3	127 053 m3	141 993 m3
Volume comptabilisé abonnés facturés	Vfc1	22 230 936 m3	22 218 401 m3	21 542 125 m3
Volume comptabilisé abonnés dégrévés	Vfc2	357 196 m3	361 434 m3	311 497 m3
Volumes non comptés Vnc = E + F	**Vnc**	**359 788 m3**	**262 030 m3**	**276 312 m3**
Volumes non comptés	E	17 776 m3	10 283 m3	38 750 m3
Volume de service estimé	F	342 012 m3	251 747 m3	237 562 m3
Volume autorisé : Va = Vc + Vnc	**Va**	**23 029 280 m3**	**22 968 918 m3**	**22 271 927 m3**
Perte en réseau : P = D-Va	P	6 562 228 m3	5 787 114 m3	5 039 355 m3

Tableau n° 6 : évolution des volumes utilisés

c. Le rendement du réseau

Intégrées depuis 2012 au code de l'environnement, les pertes d'eau ne doivent pas dépasser 15% (soit un rendement des réseaux de 85 %). Si l'indice linéaire de consommation (**ILC**) est inférieur à 100 m³/j/km, ces pertes d'eau ne peuvent dépasser 35%, ce calcul est exécuté sur chacune des unités de distribution.

Il est possible de suivre l'évolution des rendements de l'ensemble du territoire, comme des différents secteurs d'exploitation.

2023		Sud Pays Basque	Côte Basque Adour	Errobi / Nive-Adour	Pays de Hasparren et de Bidache
	ILC	16,3 m3/j/km	32,9 m3/j/km	10,8 m3/j/km	5,5 m3/j/km
	Volume de perte	596 754 m3	1 425 420 m3	786 804 m3	824 886 m3
	Rendement seuil	68%	72%	67%	66%
	Indice linéaire de Perte	1,9 m3/j/km	6,0 m3/j/km	2,7 m3/j/km	2,1 m3/j/km
	Rendement calculé	90%	90%	81%	73%
		Amikuze	Soule - Xiberoa	Garazi - Baigorri / Iholdy - Ortzibarre	ensemble de la Communauté d'Agglomération Pays Basque
	ILC	4,4 m3/j/km	3,1 m3/j/km	4,4 m3/j/km	11,0 m3/j/km
	Volume de perte	413 649 m3	915 238 m3	513 402 m3	5 836 190 m3
	Rendement seuil	66%	66%	66%	67%
	Indice linéaire de Perte	2,0 m3/j/km	2,7 m3/j/km	1,5 m3/j/km	2,5 m3/j/km
	Rendement calculé	83%	54%	75%	82%

Tableau n° 7 : rendements des réseaux

4 La qualité de l'eau potable

Des analyses et des contrôles permanents permettent de s'assurer de la qualité de l'eau. Une double surveillance est organisée.

- **Un contrôle sanitaire officiel** est réalisé par l'Agence Régionale de Santé (**ARS**) : les programmes de contrôle portent sur les paramètres microbiologiques et physico-chimiques afin de s'assurer que les eaux distribuées sont conformes aux exigences de qualité réglementaires code de la santé publique) et ne présentent pas de risque pour la santé des consommateurs.
- **Un programme d'autosurveillance** mené par chacun des opérateurs selon les caractéristiques de chaque système de distribution.

Il est à noter que dans bon nombre de petits systèmes de distribution, c'est uniquement le contrôle sanitaire qui permet de surveiller le bon fonctionnement de la distribution. La mise en place de périmètres de protection autour des points de captage est l'un des outils concourant à la qualité sanitaire de l'eau distribuée. Ils correspondent à un zonage établi autour des captages en vue d'assurer la préservation de la qualité de l'eau et permettent de prévenir et de réduire le risque de pollution de la ressource en eau.

En 2023, près de 60 000 paramètres ont été analysés dans le cadre du contrôle sanitaire réglementaire.

Presque toutes les non-conformités détectées le sont sur les petites installations : des actions immédiates curatives ont permis de lever les anomalies. On en déduit surtout, d'une part la nécessité d'équiper les systèmes les plus sensibles de chloration garantissant une rémanence de la désinfection tout au long de la distribution, d'autre part celle de sécuriser le fonctionnement des systèmes de chloration par la mise en place d'équipements de surveillance à distance.

Pour tout savoir sur la qualité des eaux : eaupotable.sante.gouv.fr et nouvelle-aquitaine.ars.sante.fr
Le site internet de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Nouvelle-Aquitaine fournit les résultats des analyses effectuées sur l'ensemble du Pays Basque.

Depuis le 1er janvier 2023 s'applique une méthode de qualification nationale de la qualité de l'eau. Définie à partir des résultats du contrôle sanitaire réglementaire pour chaque système de distribution, elle est communiquée en accompagnement des factures.

DISTRIBUTION	2021	2022	2023
Bilan Bactériologique			
Nombre de prélèvements	1 623	1 586	**1 603**
Nombre de prélèvements non conformes	29	17	**31**
Tx de conformité	**98,21%**	**98,93%**	**98,07%**
Bilan Physico-chimique			
Nombre de prélèvements	1 629	1 589	**1 606**
Nombre de prélèvements non conformes	15	2	**8**
Tx de conformité	**99,10%**	**99,90%**	**99,50%**

Tableau n° 8 : bilan et évolution du contrôle sanitaire, tous services confondus

5 La défense extérieure contre l'incendie

La défense extérieure contre l'incendie (**DECI**) reste une compétence communale mais il appartient au service d'eau potable de la Communauté d'Agglomération Pays Basque d'apporter son expertise. En effet, elle répond aux interrogations concernant les capacités du réseau au regard des besoins et niveaux de défense possible pour chaque nouvelle opération ou projet d'urbanisme.

Les contrôles obligatoires des points d'eau relèvent exclusivement du service **DECI**. Ils font l'objet d'une concertation avec les exploitants du réseau afin de maîtriser les risques de dégradation de la qualité de l'eau distribuée.

La délibération n°49 en date du 02 octobre 20211 est venue définir les conditions techniques et financières de participation des communes aux travaux afférents à la protection incendie.

6 L'empreinte du service d'eau potable

	2021	2022	2023
Consommation annuelle d'énergie AEP	**14,77 GWh**	**14,92 GWh**	**14,16 GWh**
Volume prélevé	30 210 822 m3	30 091 090 m3	27 428 553 m3
Consommation énergie / Volume prélevé	**0,49 kWh/m3**	**0,50 kWh/m3**	**0,52 kWh/m3**
Ind 28a : Conso° nrj AEP/habitant	**45,6 kWh/hab**	**45,6 kWh/hab**	**42,9 kWh/hab**
Ind 28b Cit'ergie (rendement du réseau d'eau potable)	**79%**	**80%**	**82%**

Tableau n° 9 : évolution des consommations énergétiques du service d'eau potable

Les services d'exploitation ont déployé des efforts à la maîtrise des consommations énergétiques. Il est constaté une baisse de l'ordre de 5% par rapport à 2022.

4. Financer le service d'eau potable

Le service d'eau potable est un service public à caractère industriel et commercial (**SPIC**) par qualification légale. A ce titre, le cadre budgétaire est défini dans le cadre de la nomenclature **M49** dont les deux principes suivants sont à retenir :

- Le budget du service est équilibré en recettes et en dépenses (art.L.2224-1 du CGCT) et fait l'objet d'un budget et d'une comptabilité distincts de ceux de la collectivité de rattachement ;
- Le financement du service est assuré essentiellement par l'usager, dans un cadre prenant en compte la valeur économique du service rendu.

1 Le financement du service

a. Les tarifs de vente d'eau

Principale source d'équilibre du budget, les ventes d'eau représentent 98,4% des recettes réelles de fonctionnement

Au 31/12/2023, près de 600 tarifs différents sont pratiqués.

La Communauté d'Agglomération Pays Basque s'est fixée comme objectif de :

Converger vers un tarif unique du service public d'eau potable répondant aux besoins d'investissement et aux contraintes d'exploitation.

La délibération n°11 du 1er juillet 2023 est la première étape de ce projet de convergence tarifaire. De plus, la délibération n°51 du 9 décembre 2023 vient définir les tarifs applicables aux agriculteurs au 1er janvier 2024.

b. Les actions de solidarité

Pour favoriser l'accès à l'eau pour tous, et notamment pour les plus démunis, la loi Brottes de 2013 a ouvert la possibilité d'expérimenter une tarification éco-solidaire. La loi de finance a prorogé jusqu'en 2021 cette disposition pour les collectivités participantes.

Un tel dispositif existe aujourd'hui sur le secteur de Bayonne et de Boucau. Il se traduit par l'application de tarifs réduits sur les parts fixes et les parts variables de l'eau. Il inclut également des incitations à économiser l'eau (distribution d'un kit économie d'eau).

Les familles en difficultés financières peuvent solliciter leurs exploitants pour trouver une assistance adaptée pour le paiement de leurs factures. C'est ainsi que :

- 2 313 foyers ont bénéficié de la tarification éco-solidaire ;
- 67 foyers ont bénéficié du dispositif fonds de solidarité logement (FSL) ;
- 27 remises gracieuses ont été accordées pour des foyers qui ne répondaient pas aux critères du dispositif FSL.

Dans le cadre du « plan sécheresse », la Communauté d'Agglomération Pays Basque prévoit d'intégrer dans son projet d'harmonisation tarifaire de :

Mettre en place une politique de tarification solidaire.

Les tarifs pratiqués sont disponibles sur demande auprès de chaque exploitant local ou de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

2 Le bilan financier

Les comptes peuvent dégager un résultat d'exploitation qui permet d'autofinancer les investissements et de rembourser les emprunts.

L'intégralité des mouvements budgétaires est disponible en annexe mais il est proposé quelques éléments de synthèse reflétant la santé financière du service d'eau potable.

a. Le compte administratif 2023

L'intégralité des mouvements budgétaires est disponible en annexe.

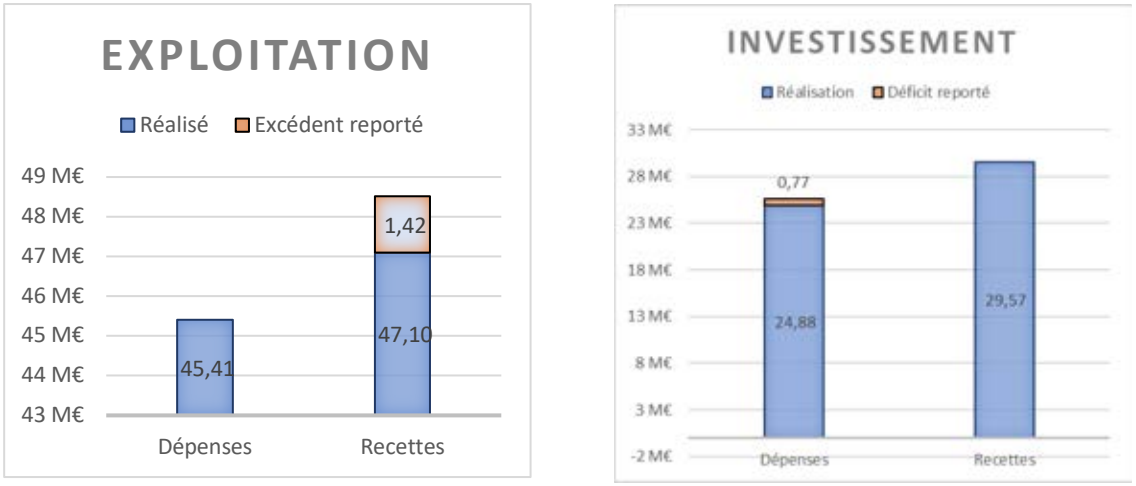


Figure n° 3 :état des mouvements financiers de l'exercice 2023 en M€

Les dépenses réelles représentent 83% des dépenses globales de fonctionnement, les dépense d'ordre étant de 7,6 M€.

La masse salariale représente 15% (5,6 M€) de ces dépenses réelles.

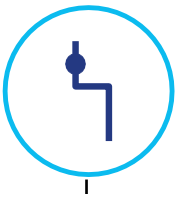
b. L'endettement

La capacité de désendettement représente le nombre d'années nécessaires pour le remboursement complet de la dette par l'épargne brute. Il est considéré que la situation d'une collectivité est inquiétante lorsque le nombre d'années pour rembourser la dette avec son épargne brute est supérieur à 12 années.

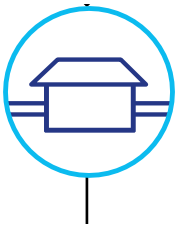
Capital restant dû au 31/12/2023 en €	42 642 412
Epargne brute (recettes réelles - dépenses réelles de fonctionnement) en €	7 002 612
Durée d'extinction de la dette pour le service d'eau potable	**6,1 ans**

Tableau n° 10 : capacité de désendettement du service d'eau potable

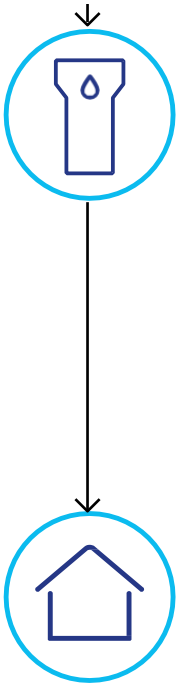
EAU POTABLE : ELEMENTS CLEFS



Eau brute



Eau potable



PRELEVEMENTS

138 unités

28,3 millions m³

50% eau souterraine

POTABILISATION

5 usines de production

49% des volumes produits

STOCKAGE ET DISTRIBUTION

309 réservoirs

5 760 km de conduite

27,3 millions m³ mis en réseau

82% rendement

0,55% de renouvellement moyen par an

USAGERS

194 700 abonnés

4 668 avis d'urbanisme

350 récupérateurs subventionnés

4,6 réclamations pour 1000 abonnés

330 533 habitants desservis				
	Régie		DSP	
158 communes	76 communes	46%	86 Communes	54%
% habitants	1/3		2/3	

1457 contrôles sanitaires	
98,1 % conformes en bactériologie	99,5% conformes en chimie

5. AMÉLIORER EN CONTINU LE SERVICE D'EAU POTABLE

PERFORMANCE & AMELIORATION	2021	2022	2023	Cible Règlem.	Cible CAPB	sispea 2022 (1)	Eval° (2)
Consommation par habitant (Facturés hors dégrèvements en L/hab/Jour)	193	186	**179**	/	↘		😐
Taux de réclamation par abonné (/1000 Ab)	6,5	3,3	**4,6**	/	↘	2,94	😐
Indice de Protection de la Ressource (%)	79	79	**79**	100	↗	77	😐
Indice de connaissance patrimonial (/120)	101	101	**101**	120	↗	108	☺
Renouvellement des réseaux (moy sur 5 ans en %)	0,53%	0,53%	**0,55%**	/	0,54%	0,60%	☺
Rendement du réseau (en %)	78,0%	80,0%	**81,8%**	selon ILC	↗	83,4%	☺
Consommation / Volume prélevé (kWh/m3)	0,49	0,5	**0,52**		↘		😐
Conformité microbiologique (en %)	97,8%	98,5%	**97,5%**	100%	↗	99,8%	😐
Conformité physico-chimique (en %)	94,4%	98,3%	**96,7%**	100%	↗	99,8%	😐
Indice Global de qualité -ARS- (% de la pop° en très bonne -A- & bonne qualité-B-)	/	99,4%	**99,3%**	100%	↗		☺
Capacité de désendettement (en années)	2,4	4,5	**6,1**	< 12	< 8	2,28	☺

Tableau n° 11 : suivi des indicateurs de performances du service d'eau potable

(1) : En 2023, les indicateurs de performance **SISPEA** de la Communauté d'Agglomération Pays Basque sont comparés à la moyenne des 81 Collectivités de plus de 100 000 habitants déclarantes à cette plateforme nationale, permettant ainsi une comparaison à des structures de même taille.

(2) : Vert = À maintenir Orange = À surveiller Rouge = À améliorer

Le service public d'assainissement collectif

L'assainissement collectif a pour but d'assurer la collecte, le transit, au besoin la rétention de l'ensemble des eaux pluviales et usées, et de procéder aux traitements avant leur rejet dans le milieu naturel

Derrière chaque système individuel d'évacuation des eaux usées, tout un système collectif est en constante adaptation afin d'être compatible aux évolutions des exigences de santé publique et de protection de l'environnement.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération Pays Basque s'engage à :

Mettre en place un programme général de diagnostic permanent des systèmes d'assainissement collectif et en évaluer l'efficacité.

1. Les usagers du service d'assainissement collectif

1 La population desservie

Environ 280 000 habitants sont raccordés à un système d'assainissement collectif.

Au 31/12/2023, le service d'assainissement collectif comptabilise 161 844 abonnés.

Le taux de couverture en assainissement collectif est de 82%. La population restante assure l'assainissement de ses effluents par des systèmes de traitement individuels.

2 Le règlement d'intervention

Depuis le 1er juillet 2020, un règlement relatif au service d'assainissement collectif s'applique sur l'ensemble du territoire quel que soit le mode de gestion.

Il détaille :

- Les obligations du service ;
- Les obligations de l'usager ;
- Les modalités de facturation du service (tarif, comptage, contentieux,...) ;
- Les dispositifs de branchements et de comptage (caractéristiques, réalisation, entretien,...).

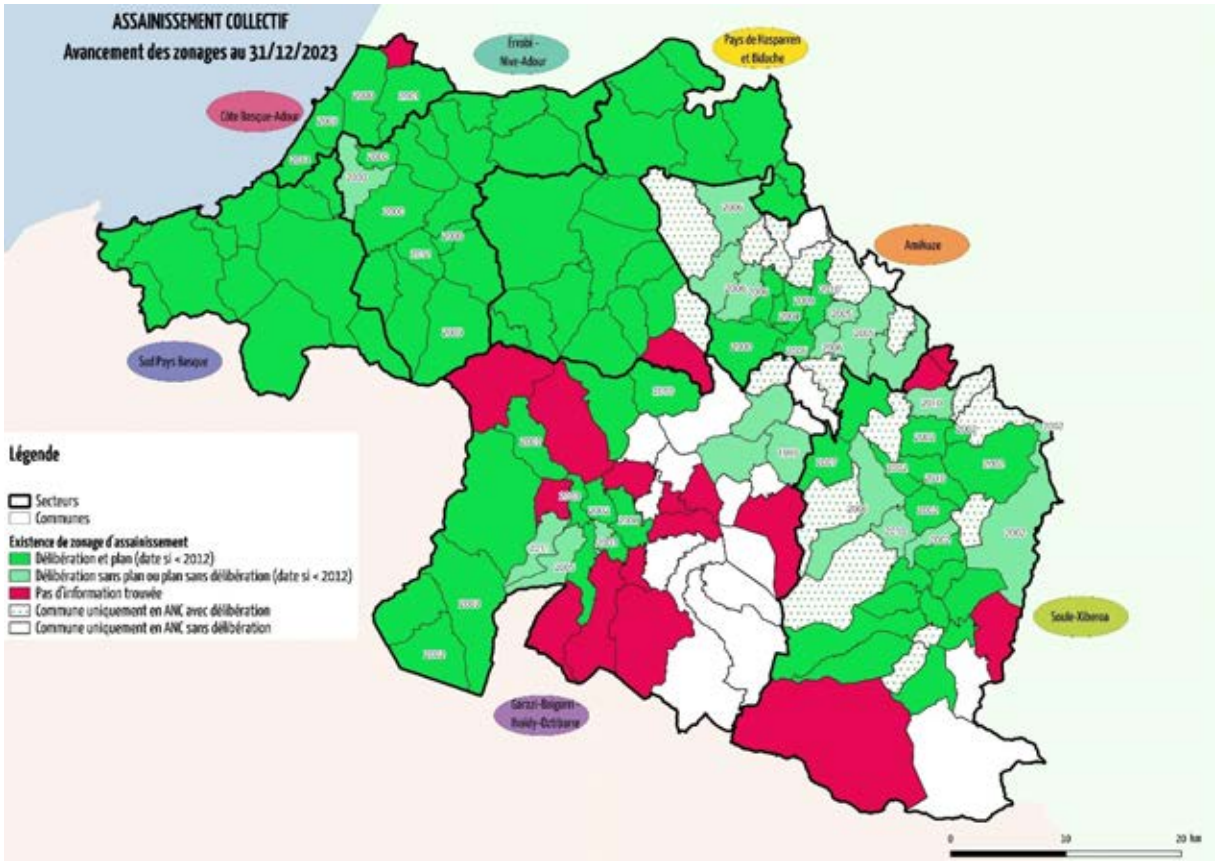
Règlement disponible sur : communaute-paysbasque.fr

2. AMÉLIORER LE PATRIMOINE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

1 ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF / NON COLLECTIF

Défini par l'article L2224-10 du code général des collectivités territoriales repris dans l'article L123-1 du code de l'urbanisme, le zonage d'assainissement est un outil réglementaire qui s'inscrit dans une démarche prospective.

Le zonage assainissement collectif / non collectif ne doit pas être interprété comme un engagement de desserte immédiate en systèmes d'assainissement collectif. Il s'agit bien d'une ambition d'assainissement pour laquelle la réglementation n'impose pas de fixer un délai.
Dans l'attente de la création du réseau, les habitations doivent être équipées d'une installation d'assainissement non collectif.



Carte n° 2 : avancement des zonages d'assainissement

2 LA COLLECTE DES EAUX USÉES

Après usage, les eaux sont collectées en zones agglomérées pour être acheminées vers les stations d'épuration grâce à environ **1 926 km** de conduites d'assainissement collectif. Un réseau unitaire de 276 km collecte également les effluents d'eau usées et d'eaux pluviales en zone urbaine agglomérée dense et notamment dans les centres-villes anciens.

Au 31/12/2023, l'indice de connaissance patrimoniale (**ICP**) des réseaux d'assainissement est de **73/120**. Ce chiffre reflète la connaissance cartographique plus partielle des réseaux d'assainissement par rapport à celle des réseaux d'eau potable.

Environ 750 postes de refoulement d'eaux usées jalonnent le réseau d'assainissement.

3 Le traitement des eaux usées

o 117 stations d'épuration (STEP) sont réparties sur le territoire

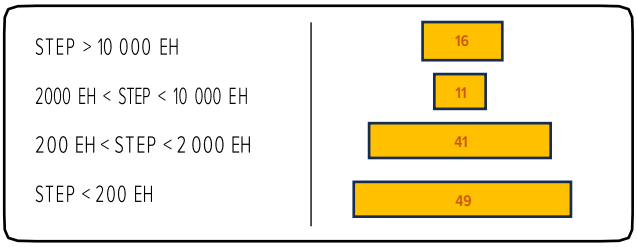


Figure n° 4 : Répartition du nb de STEP selon leurs capacités de traitement

- ¾ des stations d'épuration du territoire sont de petites tailles ;
- 90 unités traitent des flux inférieurs à 2 000 Équivalents-Habitant (EH) ;
- Les 16 plus grosses installations (+ de 10 000 EH) assurent à elles seules le traitement de plus de 90% des flux collectés sur le territoire.

La performance attendue des stations d'épuration (**STEP**) est définie pour chacune d'entre elles, selon leur taille. Les normes de rejets minimales sont imposées soit par la Communauté européenne, soit par l'application des contraintes définies dans des arrêtés préfectoraux spécifiques.

4 L'amélioration des équipements

Environ 5,2% du budget d'investissement, soit environ 1,25 M€ ont été consacrés aux études préalables, et notamment la réalisation de schémas directeurs.

a. Les travaux exécutés en 2023

22,8 millions d'euros de travaux ont été réalisés en 2023.

94% des investissements sont portés par la Communauté d'Agglomération Pays Basque. En effet, 1,3 millions (6%) sont exécutés conformément aux attendus contractuels des services en délégation.

Sans expliciter l'ensemble des travaux engagés au cours de l'année 2023, il est possible de retenir les opérations marquantes de l'année :

Territoire		Travaux en 2023
Ensemble du territoire		
Sud Pays Basque	Saint-Pée-Sur-Nivelle	Réhabilitatioon station d'épuration
	Saint-Jean-de-Luz	Réseaux Bd Victor Hugo
	Hendaye	Réseaux Rue Pasteur Hapetenia
Côte Basque-Adour	Bidart	Réseaux bassin de collecte de la STEP
	Bayonne	Réseaux bassin de collecte St-Bernard
	Bayonne	Optimisation postes Pont de l'aveugle
	Biarritz	Réseaux et postes Secetur Marion Lamoulie
Errobi / Nive-Adour	Saint-Pierre d'Irube	Réseaux Av. du Labourd
	Mouguerre	Réseaux Beltsaenea Larretxea
	Briscous	Réseaux Amont Poste Lagun
	Arcangues	Réseaux RD 755 - Poste Blanchet
Pays de Hasparren et de Bidache	Mendionde	Extension station d'épuration
	Hasparren	Réseaux Pilota plaza
	Bardos	Réhabilitation station d'épuration
Amikuze	Béhasque	Réseaux RD11
	Arbérats	Réhabilitation station d'épuration
Soule-Xiberoa	Mauléon-Licharre	Réseaux Haute-Ville
	Chéraute	Réseaux rue Muxurenborda
	Ordiarp	Extension réseaux
Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre	Lacarre	Réhabilitation station d'épuration
	Irrissarry	Extension réseaux
	Juxue	Réhabilitation lagunes

Tableau n° 12 : assainissement collectif : principales opérations exécutées

B. Le plan d'investissement à moyen terme

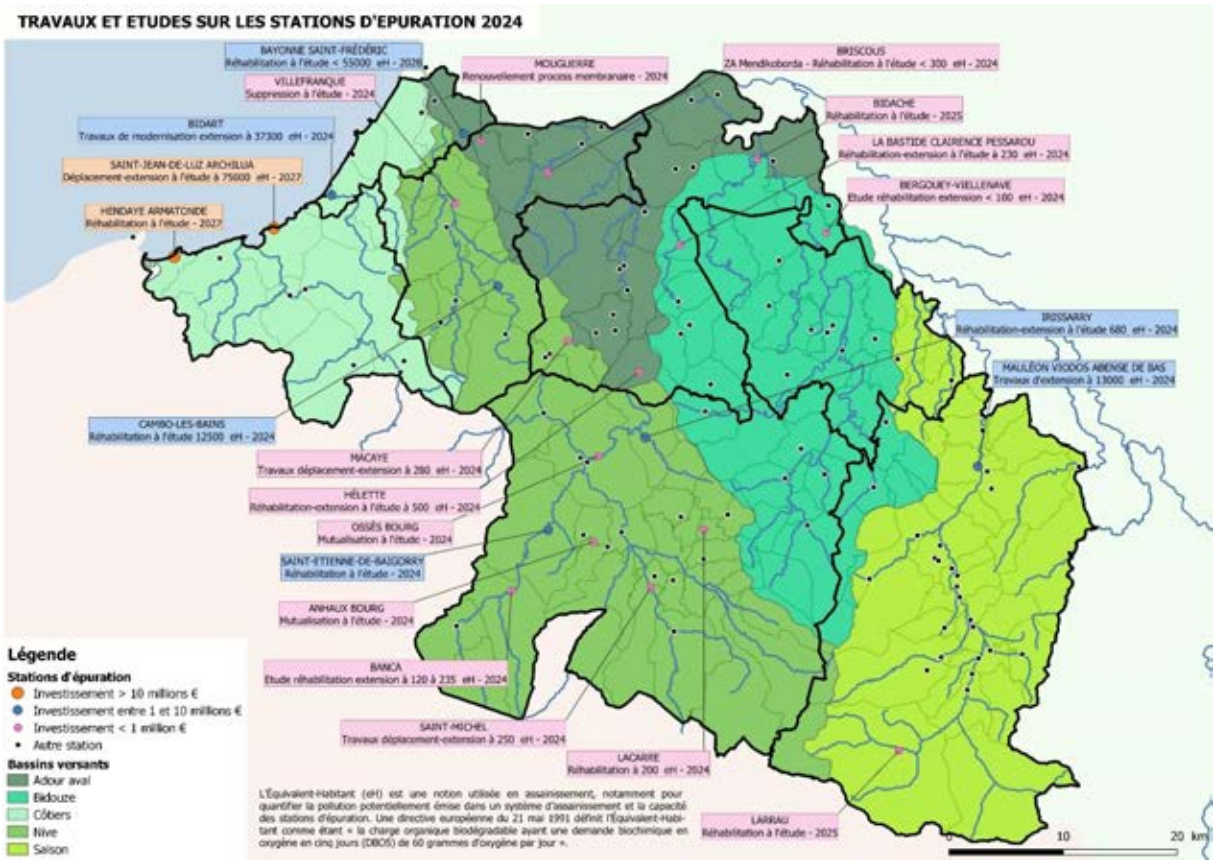
Fortement impactée par les obligations réglementaires de mises en conformité et notamment l'évolution récente de la prise en compte du fonctionnement en temps de pluie, la Communauté d'Agglomération Pays Basque se doit de :

Structurer son plan pluriannuel d'investissement en Assainissement collectif, en optimisant la recherche de subventions auprès de ses partenaires.

Il est envisagé à moyen terme d'engager les grandes opérations suivantes :

Territoire	Travaux à venir	Montant en € HT
Sud Pays Basque	Réhabilitation Stations d'épuration	2 050 000
	Renouvellement Réseaux	3 400 000
Côte Basque-Adour	Réhabilitation Stations d'épuration	3 500 000
	Renouvellement Réseaux	6 000 000
Errobi / Nive-Adour	Réhabilitation Stations d'épuration	1 000 000
	Renouvellement Réseaux	4 700 000
Pays de Hasparren et de Bidache	Réhabilitation Stations d'épuration	1 200 000
	Renouvellement Réseaux	1 600 000
Amikuze	Réhabilitation Stations d'épuration	700 000
	Renouvellement Réseaux	1 000 000
Soule-Xiberoa	Réhabilitation Stations d'épuration	2 000 000
	Renouvellement Réseaux	500 000
Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre	Réhabilitation Stations d'épuration	1 100 000
	Renouvellement Réseaux	1 800 000

Tableau n° 13 : assainissement collectif : principales opérations à venir



Carte n° 3 : Assainissement collectif : prospective des travaux sur les stations d'épuration - STEP

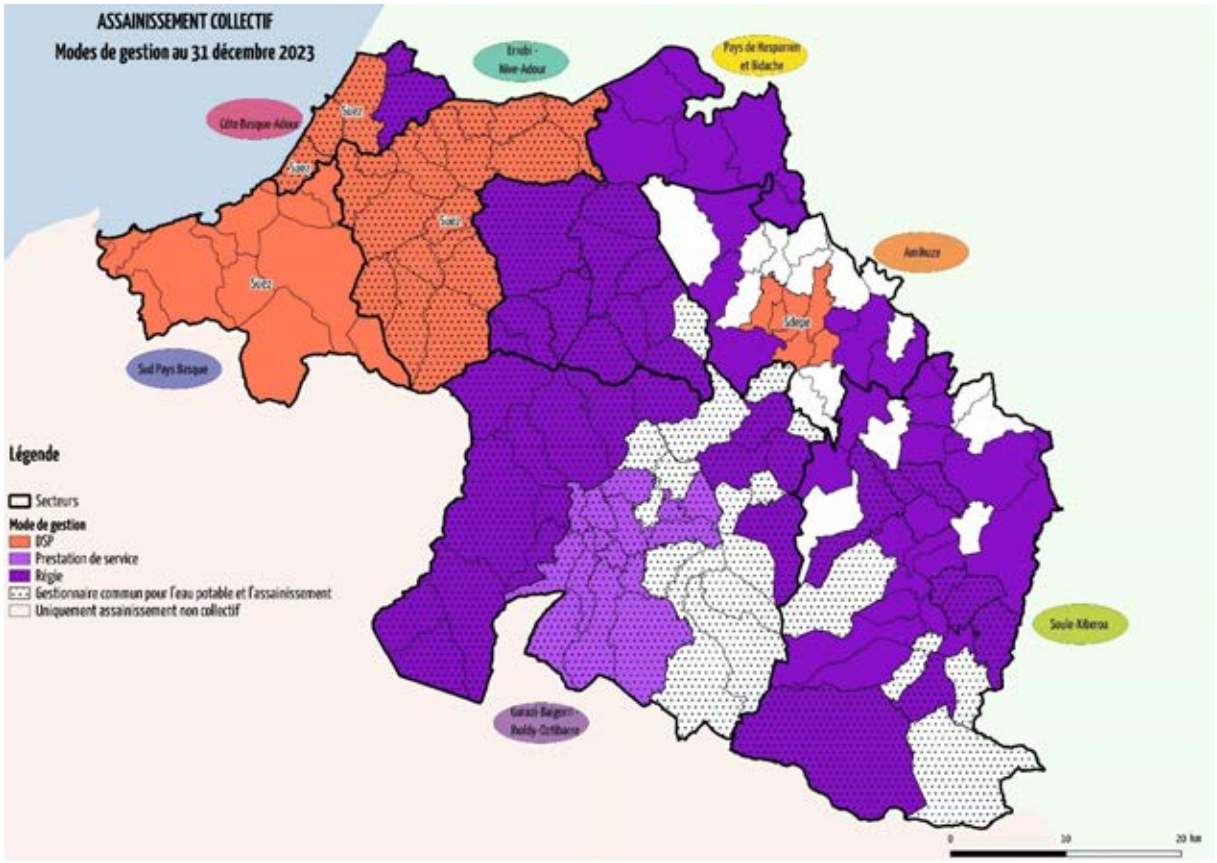
Les performances attendues des stations d'épuration – STEP doivent être adaptées à la capacité du milieu récepteur. Cette capacité dépend pour beaucoup du débit des cours d'eau. C'est pourquoi, l'impact du changement climatique sur la diminution des débits d'étiage a déjà pour conséquence une augmentation des contraintes de rejet dont les effets réels sont difficiles à estimer dans l'immédiat.

3. EXPLOITER LES ÉQUIPEMENTS DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

1 LES EXPLOITANTS DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'exploitation du service d'assainissement collectif couvre les besoins d'environ 270 000 habitants répartis sur 123 communes. La Communauté d'Agglomération Pays Basque assure l'exploitation directe des équipements d'assainissement collectif de 85 communes, représentant 1/3 de la population desservie. Pour les 38 autres communes, elle contrôle 6 contrats de délégation de service public qu'elle a confiés à 3 entreprises différentes (SAUR, SDEPE et SUEZ).

Des systèmes de traitement individuels assurent en totalité l'assainissement des eaux domestiques pour les 35 communes restantes.



Carte n° 4 : modes d'exploitation de l'assainissement collectif

2 LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT : UN COUPLE INDISSOCIABLE

a. L'ASSAINISSEMENT AU FIL DE L'EAU

Les rejets dans le milieu ne peuvent être maîtrisés qu'à la condition d'une parfaite coordination du fonctionnement en cascade des réseaux de collecte et des stations d'épuration.

La nature des réseaux existants, fruit de l'histoire des territoires et des évolutions technologiques, engage les exploitants à adapter leurs interventions pour s'assurer du minimum d'impact des rejets.

La Communauté d'Agglomération Pays Basque cherche à améliorer la connaissance des flux de pollution aux différents points de traitement et de rejets.

Ainsi, en l'état des connaissances, il apparaît à ce jour encore d'actualité de conserver des réseaux unitaires en centre-ville, permettant un traitement des premiers lessivages de voiries dont on sait la nocivité sur les milieux due à la présence de germes bactériens, de résidus d'hydrocarbures, de métaux.

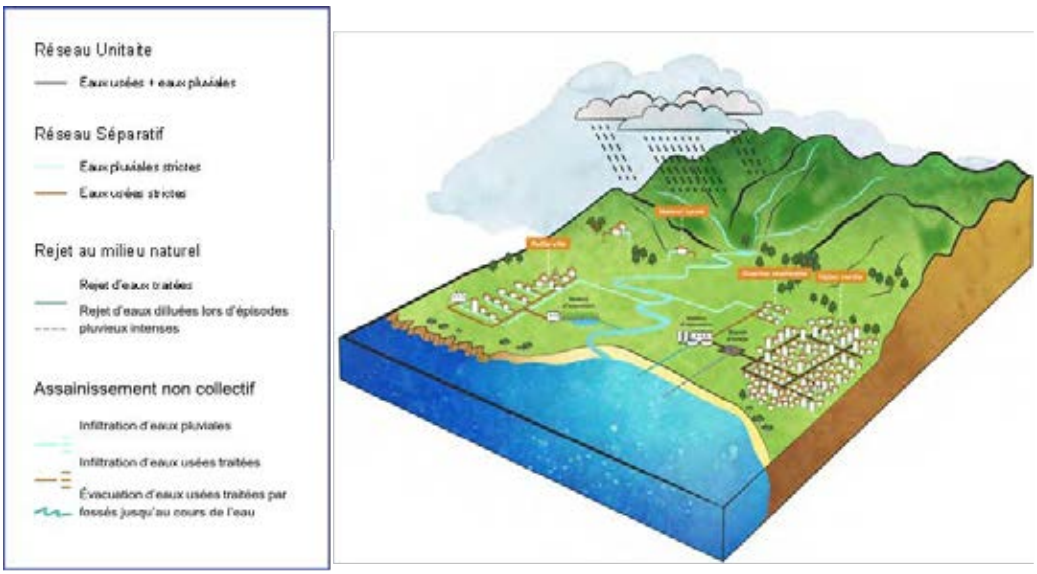


Figure n° 5 : types de réseaux d'assainissement

Des obligations de résultats sont définies par des concentrations et un maximum de flux pouvant être rejetés selon les sensibilités des milieux récepteurs. Cette obligation qui s'imposait de manière très prégnante sur les stations d'épuration s'applique désormais aux réseaux de collecte en y intégrant le tandem « réseau de collecte-station d'épuration associée » d'où l'analyse désormais réalisée par systèmes d'assainissement.

L'indice de connaissance des rejets, défini à partir d'une évaluation croisée de la connaissance physique des déversements possibles, des charges en amont de chaque point, de l'équipement de surveillance des déversoirs, ainsi que du suivi de la pluviométrie, est à ce jour estimé à **42/120**. Cette valeur reste à consolider et son évolution à suivre dans le temps.

La réglementation est venue modéliser les points de contrôle de chacun des systèmes d'assainissement de la manière suivante :

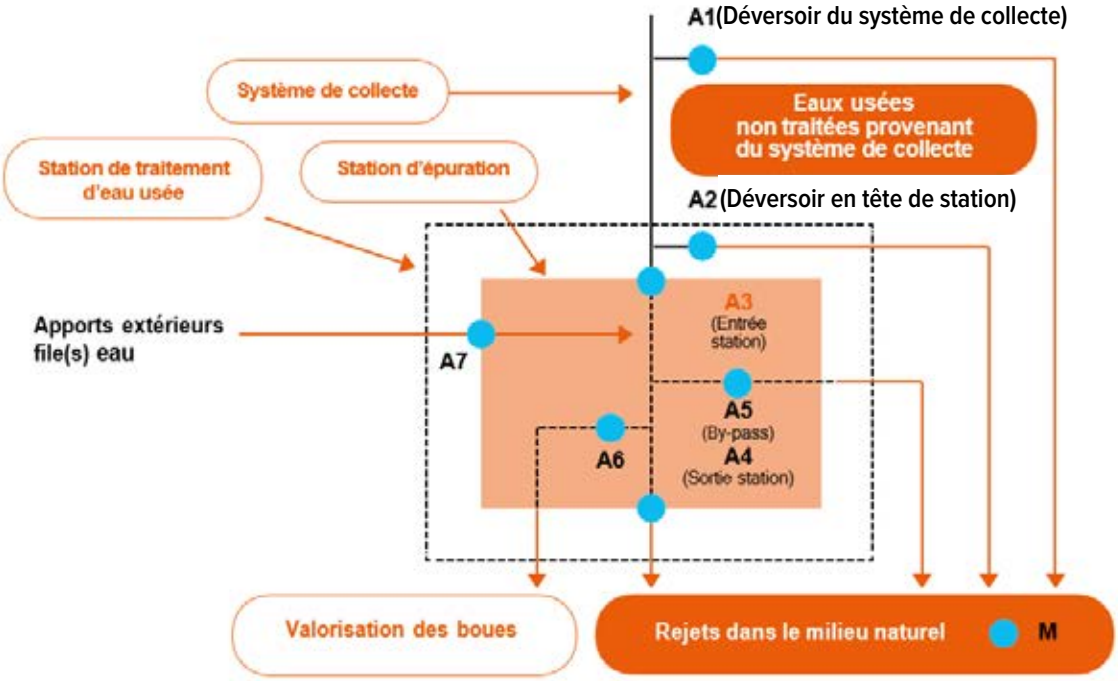


Figure n° 6 : codification des points de contrôle en assainissement collectif

B. Les moyens de surveillance

L'autosurveillance

L'autosurveillance est l'ensemble des moyens mis en place par la Communauté d'Agglomération Pays Basque pour la surveillance des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées, afin d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité.

Elle est axée sur la surveillance :

- Des temps de déversement et/ou des débits journaliers des eaux non traitées, la surveillance des débits journaliers des eaux traitées ainsi que des volumes de boues produites et évacuées, à travers la mise en place d'équipements en débitmétrie et d'aménagement d'ouvrages ;
- Des caractéristiques physico-chimiques et bactériologiques des eaux usées non traitées et traitées, des boues et du milieu récepteur, à travers la mise en place de préleveurs fixes ou mobiles. Ces préleveurs permettent de constituer des échantillons représentatifs, ensuite analysés par un laboratoire accrédité COFRAC ou par le laboratoire interne.

Cette surveillance est exercée sur **551** points stratégiques du système :

- Sur les déversoirs importants du système de collecte ou dont l'impact sur le milieu est à surveiller (points d'autosurveillance de type A1) ;
- Aux déversoirs en tête du système de traitement (points d'autosurveillance de type A2), et au by-pass dans la station d'épuration (points d'autosurveillance de type A5), lorsqu'ils existent ;
- En entrée (points d'autosurveillance de type A3) et en sortie (points d'autosurveillance de type A4 et A6) des stations d'épuration ;
- Au milieu récepteur de certains systèmes s'il est sensible (point d'autosurveillance de type M).

Les résultats de l'autosurveillance sont centralisés par la Communauté d'Agglomération Pays Basque et transmis chaque mois selon un format standardisé (format SANDRE) à la Police de l'eau.

Taille des systèmes		Nombre de systèmes	a1 Déversoir d'orage	a2 Déversoir entrée STEP	a3 Entrée STEP	a4 Sortie STEP	a5 By pass STEP	a6 Filière boue	m Milieu récepteur	TOTAL
> 10 000 EH		16	**118**	**15**	**16**	**16**	**11**	**16**	**55**	**247**
2000 EH	< 10 000 EH	11	**7**	**10**	**11**	**11**	**6**	**10**	**22**	**77**
500 EH	< 2 000 EH	18	**0**	**12**	**18**	**18**	**1**	**8**	**4**	**61**
200 EH	< 500 EH	24	**0**	**1**	**24**	**24**	**0**	**7**	**8**	**64**
< 200 EH		48	**0**	**0**	**47**	**47**	**0**	**8**	**0**	**102**
TOTAL		**117**	**125**	**38**	**116**	**116**	**18**	**49**	**89**	**551**

Tableau n° 14 : nombre de points de surveillance des systèmes d'assainissement

La fiabilité des points de mesure

Depuis 2020, les équipements (débitmètres et préleveurs) installés sur les points d'autosurveillance des systèmes de plus de 2 000 Équivalents-habitants sont contrôlés annuellement par un organisme externe pour en suivre la fiabilité.

Ainsi, en 2023, 81 débitmètres et 53 préleveurs ont été côtés dans les stations de traitement afin d'en évaluer la fiabilité. Les notes globales, de 9,4 et 9,5 pour les débitmètres et préleveurs, témoignent d'une bonne fiabilité de ces équipements.

Ainsi 88% des débitmètres et 91% des préleveurs sont jugés fiables.

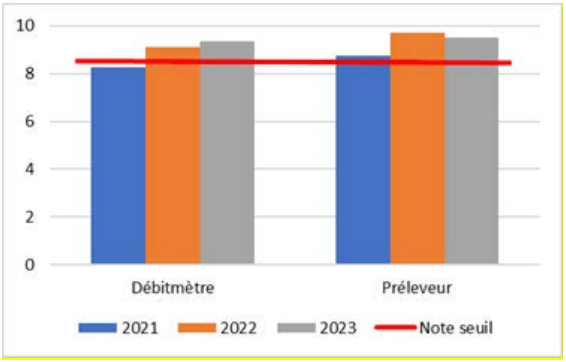


Tableau n° 15 : évolution de la fiabilité des équipements d'autosurveillance des stations d'épuration

C. L'EXPLOITATION DES ÉQUIPEMENTS

Le contrôle des raccordements

La Communauté d'Agglomération Pays Basque, pour des raisons d'efficacité du système de collecte et d'épuration des eaux, vérifie que les eaux usées et les eaux pluviales des propriétés raccordées sont bien dirigées vers les bons réseaux, car :

- **Des eaux usées** rejetées dans un collecteur pluvial aboutissant à la rivière sont directement polluantes ;
- **Des eaux pluviales** rejetées dans un collecteur d'eaux usées (donc vers une station d'épuration, qui ne sont pas hydrauliquement dimensionnées pour cela), surchargent inutilement le système et le font déborder par temps de pluie.

Même lorsqu'il n'y a qu'une seule canalisation pour collecter toutes les eaux usées (réseau unitaire), il est aujourd'hui demandé d'éviter de rejeter des eaux pluviales supplémentaires afin de limiter les occurrences de débordement des réseaux (déversoirs) et augmenter la performance des stations (débordement, fonctionnement des traitements membranaires…).

Sur notre territoire, que ce soit la densité de l'urbanisation, le faible débit des cours d'eau ou bien encore la violence plus ou moins forte des inondations par les pluies d'orage obligent à une rigueur accrue dans la maitrise de la qualité des raccordements à l'assainissement.

Les modalités de contrôles sont définies dans le règlement du service d'assainissement collectif (article 17-5).

En 2023, 2 188 contrôles de branchements ont été réalisés sur le territoire.

Par ailleurs, la maîtrise du raccordement des effluents industriels est un objectif. En outre, l'harmonisation des conventions de rejet a été engagée en 2023.

L'entretien des réseaux

L'entretien préventif des réseaux en service participe à la maîtrise de la collecte. Un certain nombre d'indicateurs permettent d'appréhender la qualité des équipements qui sont mis à disposition des exploitants et les besoins d'adaptation de son entretien.

En 2023 :

- 210 km de réseaux ont été curés (11 % du linéaire) ;
- 47,4 km de conduites ont fait l'objet d'une auscultation caméra afin de déterminer leur qualité et prévoir les travaux indispensables d'entretien, voire de renouvellement ;
- 21 points noirs sont recensés à ce jour (endroit du réseau nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien : curage, lavage, mise en sécurité).

L'exploitation des stations d'épuration

L'évolution des ambitions de traitement des eaux usées font des stations d'épuration de vraies usines industrielles faisant appel à des compétences multiples et pointues dans le domaine spécifique du traitement de l'eau, comme de la maintenance industrielle.

3 La performance des systèmes d'exploitation

a. La dépollution des eaux usées

Même si chaque système est analysé selon sa propre configuration, il est possible de retranscrire dans le schéma suivant l'état des niveaux de dépollution atteint par les 118 systèmes d'assainissement sous la responsabilité de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

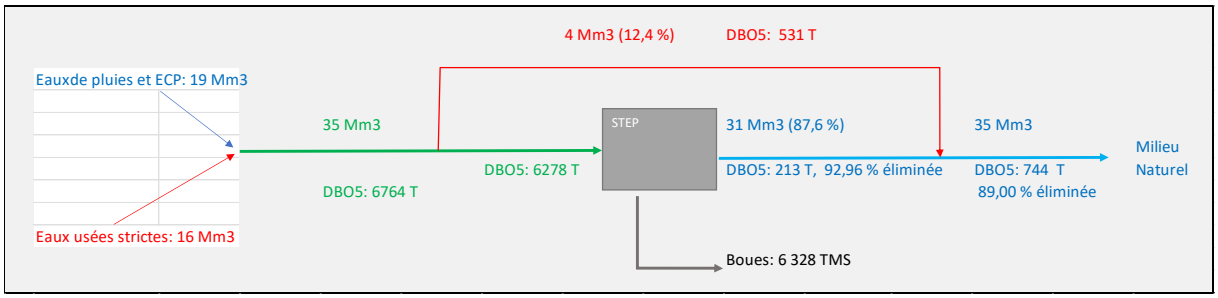


Figure n° 7 : niveaux de dépollution des flux d'eau usées

Les volumes traités

En 2023, **35,4 millions de m³ ont été collectés** par les réseaux.

54% de ce flux correspond à du ruissellement pluvial et des intrusions d'eaux claires parasites (**ECP**) dans les réseaux d'assainissement.

87% de ce volume a subi un traitement complet par les stations d'épuration ; les 13% restant, dépassant la capacité de traitement des ouvrages ont été déversés au niveau des déversoirs des réseaux de collecte, des by-pass de tête de station, ou des by-pass après prétraitements.

La pollution abattue

D'un point de vue global, les eaux restituées au milieu naturel après collecte par le service d'assainissement ont été dépolluées à **89%** vis-à-vis de la charge organique.

En considérant les effluents entrant dans les stations d'épuration après déversements sur les systèmes de collecte A1 et by-pass amont A2, l'efficacité du traitement est la suivante :

En Kg/j	Entrant	Sortant	Rendement
DCO	42 310	2 980	93,0%
DBO5	17 200	583	96,6%
MES	25 525	748	97,1%

Tableau n° 16 : taux de traitement des principales pollutions (A4/A3 en Kg/j)

Avertissement :

Les chiffres précédents sont issus des historiques globalisés pour lesquels les données sont parfois indisponibles pour certains sites, ce qui vient fausser les calculs.

Il s'agit donc d'indicateurs de tendance qui devront être affinés au fur et à mesure de l'amélioration de la métrologie et de la validation des données déployées sur le territoire.

La production de boues

Résidu final du traitement, les boues produites dans les stations d'épuration collectives résultent de la mise en œuvre de techniques d'assainissement visant à réduire les quantités de matières solides et de contaminants dans les eaux urbaines résiduaires. Leur gestion passe par la valorisation de leur potentiel agronomique ou énergétique en veillant à l'absence d'effets néfastes sur l'environnement.

La totalité des boues produites en 2023 par les systèmes d'assainissement de l'agglomération a été valorisée par retour au sol, par compostage normalisé ou par épandage.

En considérant le tonnage de matières sèche :

- 98% des boues ont été valorisées en compostage après déshydratation ;
- 2% ont été valorisées en épandage après hygiénisation.

Valorisation	Boues brutes		Matières sèches	
	Tonnage	%	Tonnage	%TMS
Epandage	776	2,2%	132	2,1%
Compostage	33 807	97,5%	6 241	97,7%
Stockage en lagunes	76	0,2%	16	0,3%
Evacuation hors CAPB	32	0,1%	1	0,0%
Total m3	**34 691**		**6 391**	

Tableau n° 17 : production de boues

TMS = tonne de matière sèche

92 % du tonnage est produit par les 16 systèmes d'assainissement de plus de 10 000 Équivalents-Habitant**.** >> les systèmes d'assainissement de Bayonne, Anglet et Biarritz génèrent à eux seuls près du quart du tonnage total de boues produites sur l'ensemble du territoire.

La production de boues reste stable par rapport à 2022 (+0,6% en tonnes de matières sèches), pour un volume d'eaux usées traités un peu plus important.

Dans la continuité de l'étude d'élimination des boues liquides réalisée en 2022 à l'échelle de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, une étude a été engagée par le Département des Pyrénées Atlantiques avec un objectif de constitution d'une « toile des boues » assise sur une base de données, destinée à mieux appréhender les flux au regard des évolutions réglementaires.

D'autre part, la Communauté d'Agglomération Pays Basque a initié une réflexion avec les collectivités du sud des Landes en charges des compétences assainissement et déchets, pour examiner les perspectives de mutualisation des équipements de traitements.

Par conséquent, la Communauté d'Agglomération Pays Basque, dans une ambition long terme, se doit de :

Faire évoluer les filières de valorisation des boues dans un objectif d'économie circulaire.

B. La conformité des systèmes

Les services de la Police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer (**DDTM**) évaluent la conformité des systèmes d'assainissement à partir des éléments principalement fournis dans le cadre de l'autosurveillance de fonctionnement. L'analyse des indicateurs réglementaires reflète de façon très précise la performance globale qui peut être attendue des exploitants.

L'évaluation de la conformité prend en compte le cadre réglementaire national défini par l'arrêté du 21 juillet 2015 (transcription de la directive européenne eaux résiduaires urbaines dite « directive **ERU** »).

Pour 68 systèmes d'assainissement de capacité supérieure à 200 Équivalents-Habitant soumis à déclaration ou autorisation, des arrêtés préfectoraux locaux déterminent des prescriptions plus restrictives du fait d'enjeux spécifiques des milieux récepteurs.

La conformité des flux (SISPEA)

Les taux de conformité globalisé Équipement (indicateur **SISPEA** P204.3), Performance (indicateur **SISPEA** P205.3) et Collecte (indicateur **SISPEA** P203.3) sont déterminés à partir des conformités de chaque système, proratisées au flux de pollution. Ils permettent d'évaluer le respect des exigences de la directive **ERU** pour ces trois critères.

Pour les 28 systèmes de plus de 2 000 Équivalents-Habitant évalués, au prorata de la charge entrante,

- 65 % des flux sont traités par des équipements conformes aux exigences européennes en matière de capacité (7 systèmes non conformes pour lesquels les actions correctives sont engagées ;
- 68 % des flux sont traités conformément aux exigences européennes en matière de performance (7 systèmes non conformes) ;
- 43% des flux sont collectés conformément aux exigences européennes en matière de déversements des réseaux (14 systèmes non conformes, 9 en cours de mise en conformité).

La conformité des systèmes d'assainissement

La Communauté d'Agglomération Pays Basque compte 118 systèmes d'assainissement incluant 117 stations d'épuration. En effet, les flux collectés aux Joncaux à Hendaye sont acheminés vers la station d'épuration espagnole d'Alalerreka à Fontarrabie.

Pour l'année 2023, les avis sur la conformité de la **DDTM** ont portés sur :

- 116 systèmes d'assainissement pour la conformité nationale ;
- 60 systèmes d'assainissement pour la conformité locale.

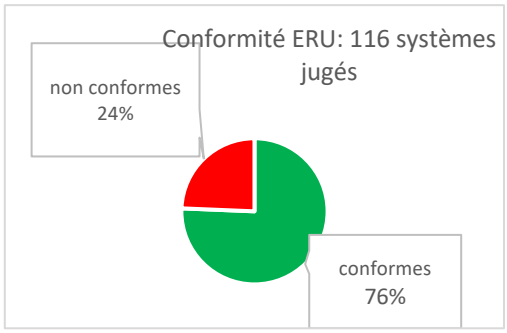


Figure n° 8 : taux de conformité ERU

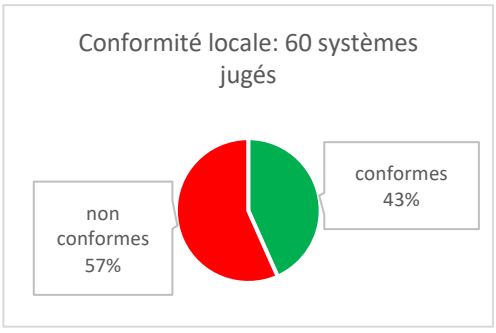


Figure n° 9 : taux de conformité locale

Les non-conformités sont majoritairement dues :

- Aux surcharges hydrauliques par temps de pluie conduisant à un nombre de déversements supérieur à 12 jours par an au niveau des réseaux, ou plus de 5% des volumes collectés vers la station ;
- Au non-respect des objectifs de traitement fixés par les arrêtés pour l'azote et le phosphore, en particulier pour les petites stations < 2000 Équivalents-Habitant.

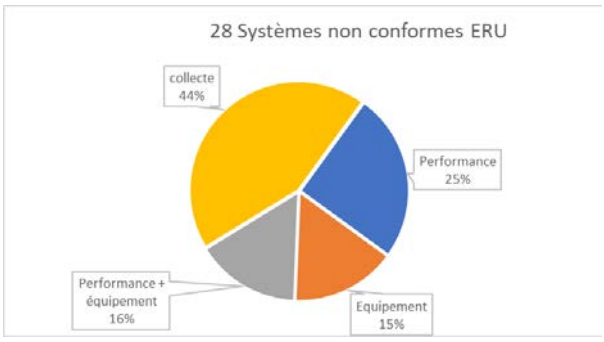


Figure n° 10 : type de non-conformité ERU

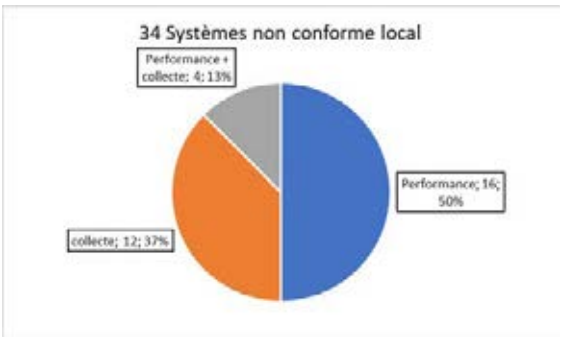


Figure n° 11 : type de non-conformité locale

L'actualisation des schémas directeurs d'assainissement engagée par la Communauté d'Agglomération Pays Basque depuis sa création doit permettre de définir et de mettre en œuvre les plans d'actions nécessaires à la réduction des eaux parasites de temps de pluie générant des déversements trop importants des systèmes d'assainissement et des dégradations des performances de traitement.

28 SYSTEMES > 2000 EH	2021	2022	2023
Conformité ERU	71%	54%	50%
Conformité performance ERU	79%	86%	75%
Conformité collecte ERU	86%	46%	18%
Conformité Locale	36%	29%	25%
Conformité locale performance	82%	74%	75%
Conformité locale collecte	36%	26%	25%

Tableau n° 18 : évolution des conformités des systèmes > 2 000 EH en nombre de systèmes

On constate une baisse de la conformité collecte liée à une pluviométrie plus importante en 2023 par rapport aux années précédentes. Ce dernier point, bien que reflétant une problématique réelle des réseaux par temps de pluie, est à pondérer par l'amélioration de la connaissance conduisant à une augmentation du nombre déversements déclarés, ainsi que des volumes correspondants.

Temps sec : 100% conforme en 2023

En temps sec, les 26 systèmes d'assainissement > 2 000 EH évalués sont conformes puisque aucun déversement au point A1 n'est à déplorer.

En effet, il est à ce jour attendu qu'en période sèche (au minimum 48 heures après la dernière pluie), aucun déversement sur le réseau ne soit constaté, sauf en cas de maintenance.

4 L'IMPACT DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT SUR LE MILIEU

a. ANALYSE DES IMPACTS DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT

Impact sur les eaux de baignade

L'impact des systèmes d'assainissement sur les eaux de baignade est principalement lié aux déversements des réseaux de collecte par temps de pluie.

Les arrêtés locaux imposent ainsi un nombre annuel de jours de déversements inférieur à 12 par an pour chaque déversoir d'orage.

Cette contrainte est aujourd'hui fréquemment non respectée (75% des systèmes concernés par les arrêtés) du fait des sur-volumes de temps de pluie dirigés vers les réseaux de collecte.

La Communauté d'Agglomération Pays Basque engage un important volet de travaux de renouvellement et de travaux ciblés de mise en séparatif des réseaux de collecte, comme de création de nouveaux bassins tampon, afin de réduire ces volumes. A ce jour, 3 systèmes sont considérés en cours de mise en conformité par la Police de l'eau.

La réduction du volume actuel des déversements de 12% à moins de 5% des volumes totaux collectés est un objectif à consolider.

Impact sur l'environnement marin

En 2023, la contribution des systèmes d'assainissement (rejets des stations et déversements réseaux) à l'ensemble des flux déversés dans l'océan est évaluée à :

- 0,26% des flux totaux de nitrates ;
- 5,98% des flux totaux de phosphore vers l'océan.

Les flux issus des systèmes d'assainissement restent similaires à ceux des années précédentes.

Ces chiffres indiquent un impact global marginal des systèmes d'assainissement vers l'océan.

Le suivi renforcé des flux d'azote et phosphore mis en œuvre au cours de la saison estivale 2022 a été reconduit en 2023.

B. La recherche de substances dangereuses dans l'eau

Afin de prévenir d'éventuelles pollutions des milieux, la Communauté d'Agglomération Pays Basque a engagé en 2022 et 2023 de nouvelles campagnes de mesures des rejets de substances dangereuses dans l'eau (**RSDE**) définies par la directive européenne cadre sur l'eau, en entrée comme en sortie des 12 stations d'épuration de charge raccordée de plus de 10 000 Équivalents-Habitant.

Il est à retenir :

- Sur 95 substances recherchées en entrée de station, 25 ont été identifiées en présence significatives pour l'ensemble des 11 stations concernées ;
- Sur 89 substances recherchées en sortie de station, 7 ont été identifiées en présence significative pour l'ensemble des 11 stations concernées.

Le plan d'action de réduction des micropolluants mise en place en 2023 par la Communauté d'Agglomération Pays Basque, à la suite de diagnostic amont réalisé en 2022 sur l'ensemble des systèmes d'assainissement concernés, sera ainsi complété par les actions suivantes :

- Suivi des molécules en Présence Significative en sortie A4 des **STEP** concernées ;
- Intégration aux arrêtés d'autorisation non domestique d'un suivi sur substances trouvées en présence significative sur le système d'assainissement sur lequel ils sont raccordés. Ces mesures ont fait l'objet d'un diagnostic amont en 2021 afin de déterminer et de localiser les sources d'émission et de proposer un plan de réduction.

C. Les marges de capacités (débit/pollution)

Capacité en temps sec : (Qmax-tsec x C-DBO_5 moytemps sec)

L'ensemble des systèmes d'assainissement est aujourd'hui correctement dimensionné pour traiter la pointe de charge organique de temps sec en saison estivale (flux moyen temps sec en **DBO_5** associé au débit maximum de temps sec).

La marge de capacité est de l'ordre de 10% à 50% selon les systèmes.

En 2023, seuls deux systèmes ont atteint la limite de capacité en pointe estivale de temps sec : Ascain et Bidache.

Capacité temps de pluie

En temps de pluie, en intégrant les niveaux de charge brute de pollution organique (**CBPO**) et les déversements en tête de station, 6 % des systèmes sont à ce jour en surcharges.

Les charges de pointe liées aux événement de pluie peuvent atteindre 2 fois la capacité des stations.

D'un point de vue hydraulique, la quasi-totalité des systèmes est en surcharge, les débits de temps pluie pouvant atteindre jusqu'à 5 à 6 fois la capacité des ouvrages de traitement.

L'amélioration de ce point passe par la maîtrise des déversements et une amélioration de la connaissance des flux associés à chaque déversoir sur les réseaux de collecte.

Le diagnostic permanent

Le diagnostic permanent est un dispositif d'amélioration continue qui vise à orienter le programme d'exploitation et d'investissement pour réduire l'impact du système d'assainissement sur le milieu récepteur, avec une périodicité au moins annuelle.

L'arrêté du 21 juillet 2015, modifié par l'arrêté du 30 juillet 2020, rend obligatoire la mise en place d'un diagnostic permanent pour les systèmes d'assainissement de plus de 10 000 Équivalents-Habitant depuis le 01/01/2022, et pour les systèmes de plus de 2000 Équivalents-Habitant à partir du 1er janvier 2025.

Le projet de diagnostic permanent de la Communauté d'Agglomération Pays Basque vise à mettre en place :

- Le suivi des systèmes d'assainissement par un bilan de fonctionnement en ligne, actualisé de manière automatisée à partir des données temps réel ;
- La production à la demande de bilan événementiels de pluie ou d'incident ;
- La production de bilans d'autosurveillance réglementaires périodiques au format **SANDRE** à partir des données générées automatiquement et validées par chaque exploitant ;
- La production d'indicateurs de suivi permettant l'évaluation des actions du service, la mesure des écarts aux objectifs et la proposition d'actions d'amélioration : ces indicateurs intègrent les **indicateurs SISPEA** concernés et les informations nécessaires à la production du présent rapport.

La délibération n°16 du 09/02/2021 du Conseil Permanent afin de consolider le programme pluri-annuel d'investissement reste donc d'actualité pour cet exercice 2023.

A la suite du travail d'harmonisation des indicateurs de suivi avec les exploitants, les rapports annuels de diagnostic permanent ont été produits en 2022 et 2023 pour l'ensemble des systèmes d'assainissement de capacité supérieure ou égale à 10 000 Équivalents-Habitant.

Un marché de prestations d'études pour l'amélioration des équipements d'autosurveillance a été notifié en fin d'année 2022 de manière à fiabiliser les informations relatives aux déversements des réseaux par temps de pluie.

6 déversoirs d'orage ont ainsi été étudiés en 2023 et feront prochainement l'objet de travaux : Barragarry sur le système de Viodos, Cherbacho sur le système d'Ispoure, Owen Roe et Aviron Bayonnais et But sur le système de Pont de l'Aveugle.

5 L'EMPREINTE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

	2021	2022	2023
Consommation annuelle d'énergie	**28,35 GWh**	**28,35 GWh**	**27,37 GWh**
Réseau d'assainissement	9 184 358 kWh	8 113 225 kWh	**8 906 511 kWh**
Stations d'épuration	19 161 424 kWh	20 238 210 kWh	**18 463 447 kWh**
Consommation Réseaux / Volumes collectés	0,26 kWh/m3	0,27 kWh/m3	**0,25 kWh/m3**
Volume entrant STEP	31 600 945 m3	27 423 178 m3	**31 315 486 m3**
Consommation STEP / Volumes entrants	0,61 kWh/m3	0,74 kWh/m3	**0,59 kWh/m3**
Charge de DBO5 éliminée	7 021 827 Kg DBOe	6 670 485 Kg DBOe	**6 065 110 Kg DBOe**
Ind. 29 : Conso° STEP / DBO5 éliminé	2,73 kWh/KgDBOe	3,03 kWh/KgDBOe	**3,04 kWh/KgDBOe**

Tableau n° 19 : évolution des consommations énergétiques du service d'assainissement collectif

Les services d'exploitation ont déployé des efforts à la maîtrise énergétique des consommations. Il est constaté une baisse de l'ordre de 3,5% par rapport à 2022.

Il est à noter qu'en 2023, 5 sites sont équipés en panneaux photovoltaïques. Ils ont produit de l'ordre de **0,6 GWh**.

4. Financer le service d'assainissement collectif

Le service d'assainissement collectif est un service public à caractère industriel et commercial (**SPIC**) par qualification légale.

Défini dans le cadre de la nomenclature **M49**, le budget du service doit être équilibré en recettes et en dépenses (art.L.2224-1 du CGCT). Il fait l'objet d'un budget et d'une comptabilité distincts de ceux de la collectivité de rattachement. Enfin, le financement du service est assuré essentiellement par l'usager, dans un cadre prenant en compte la valeur économique du service rendu.

1 La politique tarifaire

Principale source d'équilibre du budget, les redevances et la participation pour le financement à l'assainissement collectif représentent 97,8% des recettes réelles de fonctionnement.

La politique tarifaire de l'assainissement collectif suit la même stratégie que celle qui est déployée sur le service d'eau potable, tant sur l'harmonisation des tarifs que sur la mise en place d'une tarification sociale.

> Les tarifs pratiqués sont disponibles sur demande auprès de chaque exploitant local ou de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

a. Cas particulier de la participation pour le financement à l'assainissement collectif

La participation pour le financement de l'assainissement collectif (**PFAC**) est une contribution financière au service public s'appliquant à certaines communes. Elle est facturée aux propriétaires de logements ou de locaux au moment du raccordement de leurs bâtiments, extensions ou réaménagement au réseau de collecte dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires.

Sur 40,8 millions d'euros de facturation aux usagers, la **PFAC** collectée en 2023 d'un montant de 4,3 millions d'euros représente 10% des factures aux usagers.

La délibération n°12 du conseil communautaire du 1er juillet 2023 vient définir les modalités désormais applicables.

b. Cas particulier du financement des réseaux unitaires

C'est par une délibération prise en 2022, que le financement en exploitation comme en investissement des réseaux unitaires est fixé.

Les principes retenus sont les suivants :

- Participation du budget principal vers le budget annexe de l'assainissement collectif, à hauteur de 20 % des charges de fonctionnement ;
- Participation du budget principal vers le budget annexe de l'assainissement collectif, à hauteur de 30 % des dépenses d'investissement ;
- Pour le cas particulier des travaux de mise en séparatif de réseaux unitaires existants, imputation des dépenses correspondantes au réel des charges identifiables distinctement entre la gestion du pluvial et celles de l'assainissement collectif, avec utilisation des clés de répartition ci-dessus pour les dépenses qui ne seraient toutefois pas individualisables.

2 Le bilan financier

Les comptes peuvent dégager un résultat d'exploitation qui permet d'autofinancer les investissements et de rembourser les emprunts.

L'intégralité des mouvements budgétaires est disponible en annexe mais il est proposé quelques éléments de synthèse reflétant la santé financière du service d'assainissement collectif.

a. Le compte administratif 2023

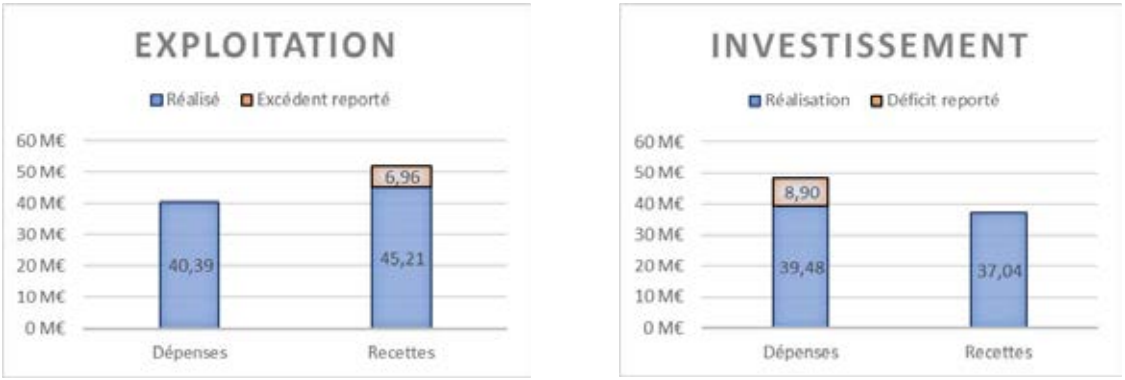


Figure n° 12 : état des mouvements financiers en M€

Les dépenses réelles représentent 74% des dépenses globales de fonctionnement, les dépense d'ordre étant de 10,4 M€.

La masse salariale représente 15% (4,7 M€) de ces dépenses réelles.

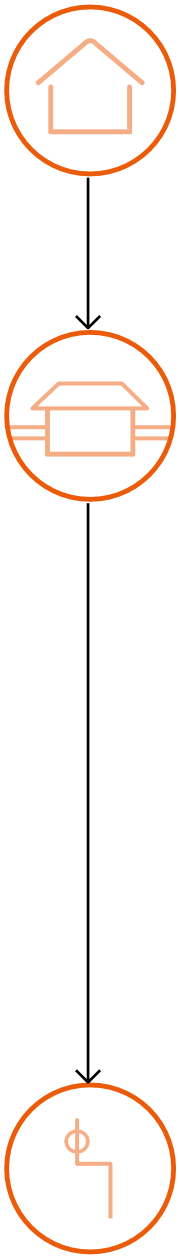
b. L'endettement

La capacité de désendettement représente le nombre d'années nécessaires pour le remboursement complet de la dette par l'épargne brute. Il est considéré que la situation d'une collectivité est inquiétante lorsque le nombre d'années pour rembourser la dette avec son épargne brute est supérieur à 12 années.

Capital restant dû au 31/12/2022 en €	79 709 292
Epargne brute (recettes réelles - dépenses réelles de fonctionnement) en €	10 796 634
Durée d'extinction de la dette pour le service d'assainissement collectif	**7,4 ans**

Tableau n° 20 : capacité de désendettement du service d'assainissement collectif

ASSAINISSEMENT COLLECTIF : ELEMENTS CLEFS



REJETS

158 400
abonnés

3,5 réclamations pour 1000 abonnés

COLLECTE

1 926
km de conduite

dont **276 km** en réseau unitaire

35 millions
m^3 collectés

11% des réseaux curés

21 points noirs recensés

0,49%
de renouvellement moyen par an des réseaux

16 Mm^3 d'eaux usées strictes

19 Mm^3 de sur-volumes temps de pluie

4 Mm^3 by-passés

TRAITEMENT

117
Stations d'épuration

30 millions
m^3 traités

551 points de surveillance

1 019 bilans 24 heures

6 300
tonnes de matières sèches de boues

280 000 habitants desservis				
	Régie		**DSP**	
123 communes	**84** communes	**2/3**	**39** Communes	**1/3**
% habitants	**1/3**		**2/3**	

Conformité des 28 STEP > 2 000 EH en nb de STEP	
GLOBALE	**50% ERU**
	25% LOCALE
PERFORMANCE	**75% ERU & LOCALE**

5. améliorer en continu
Le service d'assainissement collectif

PERFORMANCE & AMELIORATION	2021	2022	2023	Cible Règlem.	Cible CAPB	sispea 2022 (1)	Eval° (2)
Taux de réclamation par abonné (/1000 Ab)	3,3	1,0	**3,5**	/	↘	1,64	😐
Indice de connaissance patrimonial (/120)	73	73	**73**	120	↗	70	😐
Indice de connaissance des rejets (/120)	42	42	**42**	120	↗	94	☹
Renouvellement des réseaux (moy sur 5 ans en %)	0,43%	0,45%	**0,49%**	/	↗	0,47%	😐
Taux de conformité ERU - Collecte : P203-3 (au prorata du flux de DBO5)	27%	32%	**43%**	100%	↗	92,3%	☹
Taux de conformité ERU - Equipement : P204.3 (au prorata du flux de DBO5)	86%	72%	**65%**	100%	↗	98,1%	😐
Taux de conformité ERU - Performance : P205.3 (au prorata du flux de DBO5)	74%	87%	**68%**	100%	↗	97,2%	☹
Taux de conformité LOCALE - Performance : P254.3 (au prorata du flux de DBO5)	79%	74%	**43%**	100%	↗	96,9%	☹
Taux de déversement du système d'assainissement sans traitement en temp	11%	9%	**12%**	/	5%		😐
Taux de conformité des filières de traitement des boues	100%	100%	**100%**	100%	100%	100,0%	☺
Consommation / Kg de DBO5 éliminée	2,73	2,73	**3,04**		↘		☺
Capacité de désendettement (en années)	NC	4,1	**7,4**	< 12	< 8	3,14	☺

Tableau n° 21 : suivi des indicateurs de performance du service d'assainissement collectif

(3) : En 2023, les indicateurs de performance **SISPEA** de la Communauté d'Agglomération Pays Basque sont comparés à la moyenne des 81 Collectivités de plus de 100 000 habitants déclarantes à cette plateforme nationale, permettant ainsi une comparaison à des structures de même taille.

(4) : Vert = À maintenir Orange = À surveiller Rouge = À améliorer

Assurer le service d'assainissement non collectif

L'assainissement non collectif est adapté aux zones peu densément peuplées, dans lesquelles l'installation d'un système d'assainissement collectif ne se justifie pas, soit parce qu'il ne présente pas d'intérêt sanitaire ou environnemental, soit parce que son coût serait excessif.

1. Les usagers du service d'assainissement non collectif

1 Le patrimoine privé concerné

La mission de service public d'assainissement non collectif (**SPANC**) exercée par la Communauté d'Agglomération Pays Basque, comprend obligatoirement deux missions :

- Le contrôle de conception et d'exécution des travaux des installations d'assainissement non collectif neuves ou à réhabiliter ;
- Le contrôle de fonctionnement et d'entretien des installations en service.

De façon facultative, à la demande et aux frais du propriétaire, la Communauté d'Agglomération Pays Basque assure :

- L'entretien des installations et le traitement des matières de vidange ;
- La coordination des travaux de réhabilitation des installations sur la base exclusive des critères de sélection définis par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne (**AEAG**).

Les agents du service public ne contrôlent que les installations d'assainissement non collectif des eaux usées domestiques ou des eaux usées non domestiques assimilées domestiques (définition réglementaire). La Communauté d'Agglomération Pays Basque s'attache à fournir les informations générales et des conseils particuliers aux usagers des systèmes d'assainissement non collectif.

La réglementation actuelle en matière d'assainissement non collectif priorise l'action des pouvoirs publics sur les situations présentant un enjeu fort sur le plan sanitaire ou environnemental. L'objectif est d'atteindre le meilleur ratio coût-efficacité collective. Les transactions immobilières sont considérées comme un vecteur de remise à niveau du parc d'installations.

En 2023, la Communauté d'Agglomération Pays Basque dénombre **23 876 installations** d'assainissement non collectif réparties sur les 158 communes du territoire de la Communauté Pays Basque. Le nombre d'habitants utilisant un système d'assainissement non collectif est estimé à 53 000, soit environ 16,5% de la population.

L'indice de mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif (**IMOANC**) permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il témoigne de la participation du service à la maîtrise des pollutions domestiques dans les zones non desservies par l'assainissement collectif. En 2023, il est de 130 points sur un maximum de 140 : le point principal d'amélioration pour la Communauté d'Agglomération Pays Basque porte sur le nombre de contrôles périodiques sur le territoire concernant la vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans.

2 La satisfaction des usagers

Depuis le 1er juillet 2020, un règlement relatif au service d'assainissement et plus particulièrement son chapitre 2 s'applique à l'assainissement non collectif.

Il détaille :

- Les obligations du service ;
- Les prestations facultatives proposées ;
- Les obligations de l'usager ;
- Les modalités de facturation du service.

Règlement disponible sur : communaute-paysbasque.fr

Il est à constater **15** réclamations relatives à la qualité du service, auxquelles se sont ajoutées 7 insatisfactions écrites concernant le prix appliqué.

2. Le bilan des activités du service d'assainissement non collectif

1 Missions obligatoires

Le contrôle des installations d'assainissement non collectif neuves ou à réhabiliter consiste en :

- Un examen préalable de la conception au cours duquel le service public d'assainissement non collectif peut fixer des prescriptions techniques pour les études des sols ou le choix de la filière en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'une installation (contrôle de conception) ;
- Une vérification de l'exécution des travaux qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions règlementaires (contrôle d'exécution).

Bien que l'attestation SPANC soit une pièce constitutive du dépôt de permis de construire, le contrôle de conception reste indépendant des procédures d'urbanisme. En effet, il appartient au maître d'ouvrage de solliciter le service public d'assainissement non collectif en amont du dépôt de sa demande de permis de construire ou d'aménager car le délai d'instruction n'inclut pas l'examen préalable de conception ni la fourniture de l'attestation de conformité.

L'avis du Service public d'assainissement non collectif (**SPANC**) a été sollicité sur **1 126** demandes d'urbanisme.

En 2023, **420** contrôles de conception ont été réalisés et **371** contrôles d'exécution ont pu être effectués.

Le contrôle des installations existantes autres que neuves ou à réhabiliter consiste en :

- Un contrôle périodique de fonctionnement : la vérification périodique du fonctionnement et de l'entretien des installations, au moins 1 fois tous les 8 ans ;
- Un contrôle administratif : la vérification annuelle des modalités et des résultats d'exploitation et d'autosurveillance transmis par le propriétaire chaque année dans le cas des installations d'assainissement non collectif de plus de 20 Équivalents-Habitant (**EH**).

En 2023, **1221** contrôles périodiques de fonctionnement ont été réalisés.

365 contrôles ont été effectués dans le cadre d'une vente. Le code de la construction et de l'habitation prévoit l'obligation de produire un rapport de contrôle des installations d'assainissement non collectif datant de moins de 3 ans.

2 Missions facultatives

Les missions facultatives recouvrent principalement les prestations proposées pour l'entretien ou l'assistance à l'entretien des installations. Certains contrats associés à ces prestations d'entretien sont arrivés à échéance. Une consultation à l'échelle du Pays Basque est envisagée pour 2024.

3 Conformité des installations d'assainissement non collectif

Le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif est défini réglementairement. Il prend en compte la somme des installations d'assainissement non collectif dont la réalisation des travaux a été contrôlée conforme ou dont le contrôle de fonctionnement a conclu à l'absence de danger sanitaire ou de risque avéré pour l'environnement. Il est rapporté au nombre total d'installations au 31/12/2022. Cette définition traduit l'esprit de pragmatisme technico-économique du dernier arrêté ministériel portant sur la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Les installations d'assainissement non collectif pour lesquelles un danger sanitaire ou un risque environnemental a été constaté sont :

- En zone à enjeu sanitaire ou environnemental, toutes les installations non conformes ;
- En dehors de cette zone :
  - Les installations non conformes présentant également un défaut de sécurité sanitaire (exemple : contact direct avec des eaux usées brutes ou prétraitées) ou un défaut de structure ou de fermeture des ouvrages (exemple : corrosion massive des tampons de la fosse) ;
  - Les installations non conformes situées à moins de 35 m en amont hydraulique d'un puits privé déclaré utilisé pour l'alimentation en eau potable.

En 2023, le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif pour lesquels aucun danger n'est constaté est évalué à **79%**. Un peu plus de 5 000 installations seraient concernées par des non-conformités nécessitant des travaux d'amélioration de la part des propriétaires. Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération Pays Basque doit en 2024 :

Définir une stratégie de résorption des non-conformités des installations présentant un danger.

3. Le financement du le service d'assainissement non collectif

Le service d'eau potable est un service public à caractère industriel et commercial (**SPIC**) par qualification légale. A ce titre, le cadre budgétaire est défini dans le cadre de la nomenclature M49 dont les deux principes suivants sont à retenir :

- Le budget du service est équilibré en recettes et en dépenses (art.L.2224-1 du CGCT) et faire l'objet d'un budget et d'une comptabilité distincts de ceux de la collectivité de rattachement ;
- Le financement du service est assuré essentiellement par l'usager, dans un cadre prenant en compte la valeur économique du service rendu.

1 La politique tarifaire

Principale source d'équilibre du budget, les redevances principalement perçues par les contrôles des installations représentent 80% des recettes réelles de fonctionnement.

La politique tarifaire de l'assainissement non collectif suit la même stratégie que celle qui est déployée sur le service d'eau potable, tant sur l'harmonisation des tarifs que sur la mise en place d'une tarification sociale.

Les tarifs pratiqués sont disponibles sur demande auprès de chaque exploitant local ou de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

2 Le bilan financier

Les comptes peuvent dégager un résultat d'exploitation qui permet d'autofinancer les investissements et de rembourser les emprunts.

L'intégralité des mouvements budgétaires est disponible en annexe mais il est proposé quelques éléments de synthèse reflétant la santé financière du service d'eau potable.

L'intégralité des mouvements budgétaires est disponible en annexe.

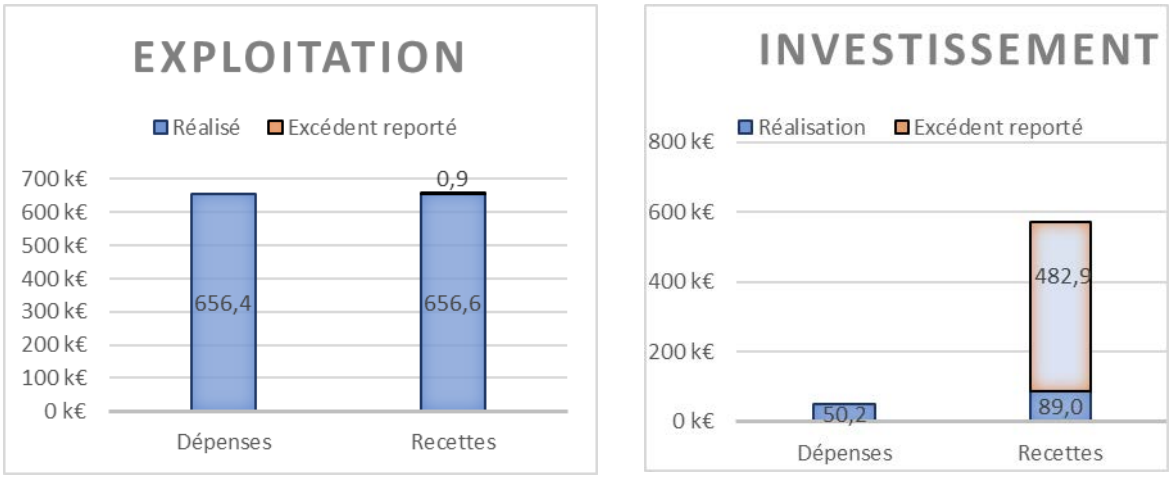


Tableau n° 22 : état des mouvements financiers de l'exercice 2023 en M€

Les dépenses réelles représentent 93% des dépenses globales de fonctionnement, les dépense d'ordre étant de 46,5 k€.

La masse salariale représente 82% (499 k€) de ces dépenses réelles.

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF : ELEMENTS CLEFS

LA PATRIMOINE PRIVE

23 876
installations

53 000 habitants desservis

79% d'installations sans danger sanitaire ou environnemental

L'ACTIVITE

2 377
contrôles réglementaires

1 221
Avis d'urbanisme

420 conception d'installation

371 réalisation de travaux

1 221 bon fonctionnement

365 lors d'une vente

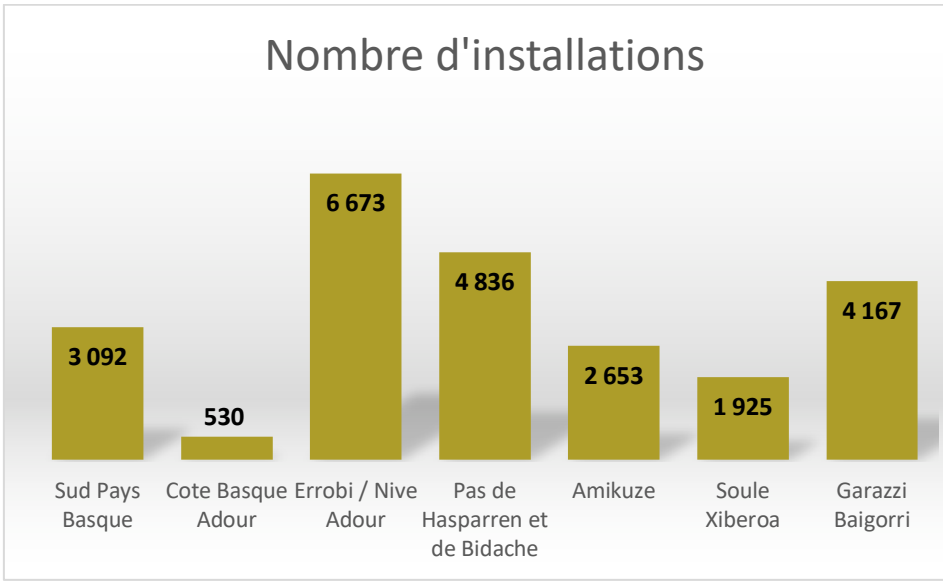


Figure n° 13 : nombre d'installations d'ANC par secteur

annexes

Document d’information annuelle de l’Agence de l’eau

Comptes administratifs

DOCUMENT D'INFORMATION ANNUELLE DE L'AGENCE DE L'EAU

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

eau GRAND SUD-OUEST

Édition avril 2024

Note d'information sur les redevances

L'agence de l'eau vous informe

POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès de ceux qui utilisent l'eau et qui en altèrent la qualité et la disponibilité (consommateurs, activités économiques).

Les agences de l'eau redistribuent cet argent collecté sous forme d'aides pour mettre aux normes les stations d'épuration, fiabiliser les réseaux d'eau potable, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions d'origine agricole, améliorer le fonctionnement naturel des rivières...

Au travers du prix de l'eau, chaque habitant contribue à ces actions au service de l'intérêt commun et de la préservation de l'environnement et du cadre de vie.

LE SAVIEZ-VOUS ?

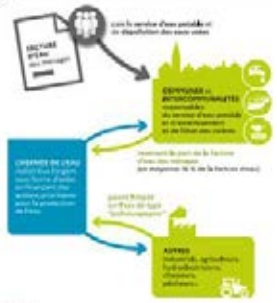
Vous pouvez retrouver le prix de l'eau de votre commune sur : www.services.eaufrance.fr

Les composantes du prix de l'eau :

- le service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation)
- le service de collecte et de traitement des eaux usées
- les redevances de l'agence de l'eau
- les contributions aux organismes publics (OFB, VNF...) et taxes (TVA, TGAP).

Au 1er janvier 2022, le prix moyen de l'eau dans le bassin Adour-Garonne est de 4,03 euros TTC/m³ (soit 2,2 €TTC/m³ pour l'eau potable et 1,71 €TTC/m³ pour l'assainissement collectif).

Pour un foyer consommant 120 m³ par an desservi par l'assainissement collectif, cela représente une dépense de 507,60 euros par an et une mensualité de 42,30 euros en moyenne. (Source SISPEA 2021)



NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU

D'OÙ PROVIENNENT LES REDEVANCES 2023 ?

En 2023, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) perçues par l'agence de l'eau Adour-Garonne s'est élevé à environ 324 millions d'euros dont 282 millions en provenance de la facture d'eau payée par les ménages et les industriels dont les activités de production sont assimilées domestiques (ARAD).

recettes / redevances

Qui paie quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2023 ?

À QUOI SERVENT LES REDEVANCES ?

Grâce à ces redevances, l'agence de l'eau apporte, dans le cadre de son programme d'intervention, des concours financiers (subventions, prêts) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau.

interventions / aides

Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2023 ?

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE EN 2023

En 2023, l'Agence s'est mobilisée pour accompagner au mieux les projets sur le terrain, et ce malgré un contexte économique compliqué pesant sur le coût des investissements. Plus de 220 millions d'euros d'aides ont été attribués sur l'ensemble du bassin. Le fonds vert est venu compléter les aides de l'Agence pour accélérer la transition écologique des territoires. En 2023, il a permis près de 30 M€ d'investissements supplémentaires et 300 opérations financées.

EN 2023...

*PAEC : mesures agroenvironnementales et climatiques / BIO : pour agriculture biologique / PSE : paiement pour services environnementaux

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Plus de 70% des aides attribuées par l'Agence en 2023 **ont été consacrés de façon directe ou indirecte à l'adaptation au changement climatique** : solutions fondées sur la nature ; gestion et partage de la ressource ; économies d'eau ; gestion durable des eaux de pluie ; étude ; sensibilisation ; communication...
Les solutions fondées sur la nature représentent près de 55 millions d'euros d'aides qui ont permis de soutenir : la conversion à l'agriculture biologique, les paiements pour services environnementaux, la renaturation des cours d'eau, la préservation des zones humides ou encore la désimperméabilisation des sols en ville.

PLAN D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

En 2023, le plan d'adaptation au changement climatique du bassin Adour-Garonne (PACC) a fait l'objet d'un complément au PACC en deux volets adoptés par le Comité de Bassin. Ce travail a permis de mettre à jour les connaissances scientifiques et de faire un point d'étape des actions du PACC.

En savoir plus :
https://eau-grandsudouest.fr/medias/publications/complement-pacc-point-etape-perspectives

LANCEMENT DE TEMP'O LE MAG DE L'EAU DU GRAND SUD-OUEST

L'eau essentielle est présente partout dans nos quotidiens. Face au changement climatique, il est temps d'agir pour la préserver. Chaque mois, Temp'O décrypte les enjeux de l'eau et vous invite à la rencontre des acteurs qui s'engagent pour son avenir. TEMP'O c'est une émission de 26 minutes, des reportages de terrain, un podcast et des articles, tous consacrés à l'exploration d'un enjeu de l'eau sur notre bassin.

En savoir plus :
https://eau-grandsudouest.fr/temp0

LA CARTE D'IDENTITÉ DU BASSIN ADOUR-GARONNE

Le bassin Adour-Garonne couvre les bassins versants des cours d'eau qui, depuis les Charentes, le Massif Central et les Pyrénées, s'écoulent vers l'Atlantique (115 000 km², soit 1/5e du territoire national). Il compte 120 000 km de cours d'eau, d'importantes ressources souterraines et un littoral d'environ 630 km.

Sur ses 8 millions d'habitants, 30 % vivent en habitats épars. C'est un bassin essentiellement rural : sur les quelques 6 700 communes, 35 comptent plus de 20 000 habitants, ces dernières rassemblant 28 % de la population.

Suivez l'actualité de l'eau du bassin sur www.eau-grandsudouest.fr

COMPTE ADMINISTRATIF DU SERVICE D'EAU POTABLE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**28 381 365,14**	**20 055 455,84**	**7 051 625,83**	**213 591,98**	**1 060 691,49**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	569 600,00	403 589,36	124 518,62	0,00	41 492,02
6062	Produits de traitement	69 457,75	48 775,71	15 898,27	0,00	4 783,77
6063	Fournitures entretien et petit équipt	494 838,75	413 963,00	26 645,86	19 563,65	34 666,24
6064	Fournitures administratives	16 216,78	9 162,59	963,31	0,00	6 090,88
6066	Carburants	172 000,00	131 505,89	0,00	0,00	40 494,11
6068	Autres matières et fournitures	382 683,40	321 691,25	17 630,48	0,00	43 361,67
6071	Compteurs	212 101,70	192 350,84	13 528,25	0,00	6 222,61
611	Sous-traitance générale	792 028,65	462 912,99	46 579,16	79 720,83	202 815,67
6132	Locations immobilières	69 600,00	68 947,20	0,00	0,00	652,80
6135	Locations mobilières	334 382,00	273 887,01	16 973,94	1 809,24	41 711,81
6137	Redevances, droits de passage, servitude	23 300,00	14 761,58	0,00	1 012,72	7 525,70
614	Charges locatives et de copropriété	700,00	683,00	0,00	0,00	17,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	111 256,01	40 659,11	7 692,54	0,00	62 904,36
61523	Entretien, réparations réseaux	188 053,68	78 598,56	4 372,00	3 688,40	101 394,72
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	118 750,00	114 356,34	0,00	2 130,00	2 263,66
61551	Entretien matériel roulant	55 001,27	51 000,43	792,00	0,00	3 208,84
61558	Entretien autres biens mobiliers	19 430,94	19 326,93	0,00	200,00	-95,99
6156	Maintenance	162 047,87	71 708,60	22 017,41	1 446,40	66 875,46
6161	Multirisques	45 364,00	0,00	0,00	0,00	45 364,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	9 126,10	9 126,10	0,00	0,00	0,00
6168	Autres	585,35	585,35	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	58 330,00	20 130,00	0,00	81 258,00	-43 058,00
618	Divers	134 032,00	87 153,20	9 242,36	5 047,11	32 589,33
6226	Honoraires	14 077 103,00	7 873 585,64	6 122 948,99	3 931,71	76 636,66
6227	Frais d'actes et de contentieux	39 493,00	7 862,79	0,00	0,00	31 630,21
6228	Divers	138 955,00	39 095,22	1 414,50	8 850,00	89 595,28
6231	Annonces et insertions	37 262,24	21 173,30	16 088,94	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	54 245,00	19 984,70	0,00	0,00	34 260,30
6238	Divers	1 000,00	83,33	0,00	0,00	916,67
6241	Transports sur achats	4 500,00	2 402,83	13,73	0,00	2 083,44
6248	Divers	10 500,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
6251	Voyages et déplacements	15 989,00	15 376,16	553,33	0,00	59,51
6256	Missions	10 698,31	10 757,82	0,00	0,00	-59,51
6257	Réceptions	12 682,80	12 682,80	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	45 663,11	45 089,55	573,56	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	65 850,00	60 860,00	4 990,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	11 400,00	10 648,18	0,00	0,00	751,82
6281	Concours divers (cotisations)	22 373,00	12 828,02	0,00	0,00	9 544,98
6282	Frais de gardiennage	4 500,00	3 072,40	53,05	0,00	1 374,55
6283	Frais de nettoyage des locaux	48 500,00	35 481,42	4 701,72	3 820,64	4 496,22
62876	Remb. frais au GFP de rattachement	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	72 000,00	-4 538,54	34 000,00	0,00	42 538,54
6288	Autres	5 057,61	5 057,61	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	102 532,00	102 532,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	5 372,28	3 048,08	207,76	1 113,28	1 003,16
6356	Redevances occupat° domaine public	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6358	Autres droits	276,00	276,00	0,00	0,00	0,00
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	1 000 000,00	457 347,00	525 653,00	0,00	17 000,00
6378	Autres taxes et redevances	8 555 026,54	8 485 874,49	33 573,05	0,00	35 579,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**5 962 299,00**	**5 268 330,14**	**327 000,00**	**0,00**	**366 968,86**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	3 851 642,74	3 524 953,58	289 000,00	0,00	37 689,16
6218	Autre personnel extérieur	40 000,00	-14 837,87	38 000,00	0,00	16 837,87
6331	Versement de mobilité	40 000,00	20 696,78	0,00	0,00	19 303,22
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	161 000,00	5 174,09	0,00	0,00	155 825,91
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	40 000,00	19 411,00	0,00	0,00	20 589,00
6411	Salaires, appointements, commissions	884 296,51	773 060,95	0,00	0,00	111 235,56
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	545 746,95	545 746,95	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	219 931,54	218 931,54	0,00	0,00	1 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	5 681,26	5 681,26	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	174 000,00	169 511,86	0,00	0,00	4 488,14
014	**Atténuations de produits (4)**	**2 910 000,00**	**733 637,00**	**2 176 363,00**	**0,00**	**0,00**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	1 840 000,00	411 673,00	1 428 327,00	0,00	0,00
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	1 070 000,00	321 964,00	748 036,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**526 924,00**	**522 177,57**	**0,00**	**0,00**	**4 746,43**
6541	Créances admises en non-valeur	59 805,00	59 804,89	0,00	0,00	0,11
6542	Créances éteintes	34 119,00	34 118,03	0,00	0,00	0,97
658	Charges diverses de gestion courante	433 000,00	428 254,65	0,00	0,00	4 745,35
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**37 780 588,14**	**26 579 600,55**	**9 554 988,83**	**213 591,98**	**1 432 406,78**
66	**Charges financières (b) (5)**	**1 138 013,00**	**899 421,72**	**212 709,69**	**0,00**	**25 881,59**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 083 884,90	1 083 884,90	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	28 500,00	-187 496,50	212 709,69	0,00	3 286,81
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	22 594,78	0,00	0,00	0,00	22 594,78
6688	Autre	3 033,32	3 033,32	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**477 648,00**	**324 481,22**	**106 674,60**	**18 734,00**	**27 758,18**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	174,00	174,00	0,00	0,00	0,00
6712	Amendes fiscales et pénales	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	79 653,46	56 166,85	0,00	0,00	23 486,61
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	36 825,00	23 994,79	8 558,64	0,00	4 271,57
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	42 639,28	23 905,28	0,00	18 734,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	316 856,26	218 740,30	98 115,96	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**118 154,00**	**118 153,30**			**0,70**
6815	Dot. prov. pour risques exploitat°	903,00	902,30			0,70
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	117 251,00	117 251,00			0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**44 584,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**39 558 987,14**	**27 921 656,79**	**9 874 373,12**	**232 325,98**	**1 530 631,25**
023	***Virement à la section d'investissement***	***230 592,86***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***7 616 278,00***	***7 616 273,35***			***4,65***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*7 534 878,00*	*7 534 877,08*			*0,92*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*81 400,00*	*81 396,27*			*3,73*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***7 846 870,86***	***7 616 273,35***			***230 597,51***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***7 846 870,86***	***7 616 273,35***			***230 597,51***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**47 405 858,00**	**35 537 930,14**	**9 874 373,12**	**232 325,98**	**1 761 228,76**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	212 709,69
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	187 496,50
= Différence ICNE N – ICNE N-1	25 213,19

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**19 103,64**	**0,00**	**0,00**	**-19 103,64**
64198	Autres remboursements	0,00	19 103,64	0,00	0,00	-19 103,64
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***43 395 240,00***	***40 788 088,08***	***3 522 727,90***	***1 609,65***	***-917 185,63***
70111	Ventes d'eau aux abonnés	*28 712 000,00*	*26 257 965,25*	*3 404 134,86*	*0,00*	*-950 100,11*
70118	Autres ventes d'eau	*70 000,00*	*87 938,86*	*0,00*	*0,00*	*-17 938,86*
701241	Redevance pollution d'origine domestique	*1 840 000,00*	*1 798 554,45*	*0,00*	*0,00*	*41 445,55*
70128	Autres taxes et redevances	*330 000,00*	*318 545,62*	*0,00*	*0,00*	*11 454,38*
704	Travaux	*450 000,00*	*500 105,42*	*3 851,29*	*0,00*	*-53 956,71*
70611	Redevance d'assainissement collectif	*8 750 000,00*	*8 511 609,44*	*0,00*	*0,00*	*238 390,56*
706121	Redevance modernisation des réseaux	*1 070 000,00*	*1 060 545,25*	*0,00*	*0,00*	*9 454,75*
7062	Redevances assainissement non collectif	*25 000,00*	*7 244,03*	*0,00*	*0,00*	*17 755,97*
7068	Autres prestations de services	*1 060 000,00*	*1 230 030,19*	*83 076,05*	*0,00*	*-253 106,24*
7078	Autres marchandises	*3 000,00*	*3 550,50*	*0,00*	*0,00*	*-550,50*
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	*1 085 240,00*	*1 011 999,07*	*31 665,70*	*1 609,65*	*39 965,58*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**33 420,00**	**34 167,20**	**75 159,00**	**60 708,00**	**-136 614,20**
748	Autres subventions d'exploitation	33 420,00	34 167,20	75 159,00	60 708,00	-136 614,20
75	**Autres produits de gestion courante**	**121 391,00**	**359 395,62**	**0,00**	**0,00**	**-238 004,62**
752	Revenus des immeubles	101 391,00	285 431,17	0,00	0,00	-184 040,17
757	Redevances des fermiers, concession..	0,00	51 990,72	0,00	0,00	-51 990,72
7588	Autres	20 000,00	21 973,73	0,00	0,00	-1 973,73
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013	**43 550 051,00**	**41 200 754,54**	**3 597 886,90**	**62 317,65**	**-1 310 908,09**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**196 364,84**	**204 523,62**	**7 183,18**	**0,00**	**-15 341,96**
7711	Dédits et pénalités perçus	31 123,00	31 123,18	0,00	0,00	-0,18
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	587,42	0,00	0,00	-587,42
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	2 599,39	0,00	0,00	-2 599,39
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	100,00	1 824,26	0,00	0,00	-1 724,26
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	1,66	0,00	0,00	-1,66
778	Autres produits exceptionnels	165 141,84	168 387,71	7 183,18	0,00	-10 429,05
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d	**43 746 415,84**	**41 405 278,16**	**3 605 070,08**	**62 317,65**	**-1 326 250,05**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***2 240 573,00***	***2 087 043,65***			***153 529,35***
722	*Immobilisations corporelles*	*367 500,00*	*213 975,88*			*153 524,12*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*1 873 073,00*	*1 873 067,77*			*5,23*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***2 240 573,00***	***2 087 043,65***			***153 529,35***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)	**45 986 988,84**	**43 492 321,81**	**3 605 070,08**	**62 317,65**	**-1 172 720,70**
	Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1	**1 418 869,16**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre. *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**2 866 072,42**	**596 009,62**	**617 014,70**	**1 653 048,10**
2031	Frais d'études	2 657 291,16	523 243,83	606 755,13	1 527 292,20
2033	Frais d'insertion	14 144,00	12 916,46	0,00	1 227,54
2051	Concessions et droits assimilés	194 637,26	59 849,33	10 259,57	124 528,36
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**12 122 598,29**	**6 037 973,05**	**3 540 743,70**	**2 543 881,54**
2111	Terrains nus	146 789,70	12 933,17	26 028,72	107 827,81
2115	Terrains bâtis	1 268,00	0,00	0,00	1 268,00
2125	Aménagement Terrains bâtis	0,00	3 573,25	0,00	-3 573,25
2128	Aménagement Autres terrains	112 322,52	0,00	56 608,12	55 714,40
21311	Bâtiments d'exploitation	43 000,00	0,00	0,00	43 000,00
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	285 151,86	97 279,00	149 971,71	37 901,15
21355	Aménagement Bâtiments administratifs	31 695,00	6 672,82	0,00	25 022,18
21455	Aménagt Bât. administratifs sol autrui	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	9 001 958,53	5 159 182,97	2 737 336,67	1 105 438,89
2154	Matériel industriel	65 000,00	0,00	14 577,00	50 423,00
2155	Outillage industriel	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
21561	Service de distribution d'eau	1 804 574,79	458 491,27	258 799,46	1 087 284,06
2158	Autres	0,00	3 372,30	0,00	-3 372,30
2181	Installat° générales, agencements	17 976,00	0,00	0,00	17 976,00
2182	Matériel de transport	411 022,77	178 646,30	251 498,49	-19 122,02
2183	Matériel de bureau et informatique	70 965,75	34 175,53	3 049,51	33 740,71
2184	Mobilier	18 074,22	11 828,52	3 020,34	3 225,36
2188	Autres immobilisations corporelles	110 799,15	71 817,92	39 853,68	-872,45
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**23 299 744,83**	**11 344 120,13**	**5 698 381,30**	**6 257 243,40**
2313	Constructions	1 263 621,37	817 723,79	496 673,56	-50 775,98
2315	Installat°, matériel et outillage techni	22 036 123,46	9 989 489,71	5 201 707,74	6 844 926,01
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	536 906,63	0,00	-536 906,63
	Total des dépenses d'équipement	**38 288 415,54**	**17 978 102,80**	**9 856 139,70**	**10 454 173,04**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 805 479,00**	**2 805 148,06**	**0,00**	**330,94**
1641	Emprunts en euros	2 630 779,00	2 630 527,06	0,00	251,94
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	174 700,00	174 621,00	0,00	79,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**2 805 479,00**	**2 805 148,06**	**0,00**	**330,94**
4581021	OPERATION POUR COMPTE DE TIERS (4)	38 793,00	12 892,65	19 465,97	6 434,38
4581030	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (4)	339 402,70	219 443,75	530,13	119 428,82
4581031	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (4)	963 199,39	379 694,76	158 843,26	424 661,37
4581032	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (4)	19 000,00	4 215,67	6 123,31	8 661,02
4581033	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (4)	33 387,05	878,22	351,65	32 157,18
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**1 393 782,14**	**617 125,05**	**185 314,32**	**591 342,77**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**42 487 676,68**	**21 400 375,91**	**10 041 454,02**	**11 045 846,75**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***2 240 573,00***	***2 087 043,65***		***153 529,35***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***1 873 073,00***	***1 873 067,77***		***5,23***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*811 993,00*	*811 993,00*		*0,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*134 317,00*	*134 316,49*		*0,51*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*23 457,00*	*23 456,78*		*0,22*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*513 254,00*	*513 253,04*		*0,96*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*14 775,00*	*14 774,53*		*0,47*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*14 739,00*	*14 738,17*		*0,83*
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*115,00*	*114,75*		*0,25*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*4 861,00*	*4 860,82*		*0,18*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*324 518,00*	*324 517,11*		*0,89*
13933	*Sub. transf cpte résult. P.A.E.*	*31 044,00*	*31 043,08*		*0,92*
	Charges transférées	***367 500,00***	***213 975,88***		***153 524,12***
21351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*4 000,00*	*0,00*		*4 000,00*
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*267 500,00*	*73 215,53*		*194 284,47*
21561	*Service de distribution d'eau*	*96 000,00*	*140 760,35*		*-44 760,35*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***2 340 217,00***	***1 393 208,81***		***947 008,19***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*1 650 000,00*	*878 584,08*		*771 415,92*
2762	*Créances transfert droit déduct° TVA*	*690 217,00*	*373 849,89*		*316 367,11*
4581030	*OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES*	*0,00*	*140 774,84*		*-140 774,84*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***4 580 790,00***	***3 480 252,46***		***1 100 537,54***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**47 068 466,68**	**24 880 628,37**	**10 041 454,02**	**12 146 384,29**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**770 241,32**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**3 572 030,29**	**2 638 870,44**	**402 281,16**	**530 878,69**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	2 001 554,00	1 807 822,22	166 922,50	26 809,28
13118	Autres Subv. Équipt Etat	43 750,00	13 125,00	0,00	30 625,00
1313	Subv. équipt Départements	1 311 172,62	750 009,92	5 806,70	555 356,00
1314	Subv. équipt Communes	158 917,27	0,00	172 915,56	-13 998,29
1318	Autres subventions d'équipement	56 636,40	67 913,30	56 636,40	-67 913,30
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**23 096 477,72**	**8 000 000,00**	**4 377 000,00**	**10 719 477,72**
1641	Emprunts en euros	23 096 477,72	3 000 000,00	0,00	20 096 477,72
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	5 000 000,00	4 377 000,00	-9 377 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**3 658,73**	**0,00**	**0,00**	**3 658,73**
21531	Réseaux d'adduction d'eau	3 658,73	0,00	0,00	3 658,73
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**47 834,00**	**50 512,42**	**0,00**	**-2 678,42**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	2 678,50	0,00	-2 678,50
238	Avances commandes immo. incorp.	47 834,00	47 833,92	0,00	0,08
	Total des recettes d'équipement	**26 720 000,74**	**10 689 382,86**	**4 779 281,16**	**11 251 336,72**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**8 842 320,26**	**8 842 320,26**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	8 842 320,26	8 842 320,26	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**695 517,00**	**373 849,89**	**5 300,00**	**316 367,11**
275	Dépôts et cautionnements versés	5 300,00	0,00	5 300,00	0,00
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	690 217,00	373 849,89	0,00	316 367,11
	Total des recettes financières	**9 537 837,26**	**9 216 170,15**	**5 300,00**	**316 367,11**
4582021	OPERATION POUR COMPTE DE TIERS (3)	38 793,00	0,00	25 972,16	12 820,84
4582030	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (3)	339 402,70	332 431,27	2 635,98	4 335,45
4582031	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (3)	963 199,39	325 476,52	208 122,60	429 600,27
4582032	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (3)	19 000,00	0,00	11 571,50	7 428,50
4582033	OÉRATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (3)	33 387,05	0,00	0,00	33 387,05
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**1 393 782,14**	**657 907,79**	**248 302,24**	**487 572,11**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**37 651 620,14**	**20 563 460,80**	**5 032 883,40**	**12 055 275,94**

021	***Virement de la section d'exploitation***	***230 592,86***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***7 616 278,00***	***7 616 273,35***		***4,65***
28031	*Frais d'études*	*147 894,00*	*147 893,69*		*0,31*
28033	*Frais d'insertion*	*1 334,00*	*1 333,49*		*0,51*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*38 143,00*	*35 416,91*		*2 726,09*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*15 375,00*	*15 375,00*		*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*12 202,00*	*12 201,60*		*0,40*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*121,00*	*120,64*		*0,36*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*8 203,00*	*8 202,19*		*0,81*
28131	*Bâtiments*	*539 753,00*	*539 752,60*		*0,40*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*75 843,00*	*75 652,84*		*190,16*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*83 688,00*	*83 687,85*		*0,15*
28141	*Bâtiments sur sol d'autrui*	*91,00*	*90,44*		*0,56*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*7 828,00*	*7 827,42*		*0,58*
28148	*Autres constructions sur sol d'autrui*	*2 180,00*	*2 179,94*		*0,06*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*38 912,00*	*38 911,21*		*0,79*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*3 369 503,00*	*3 386 818,15*		*-17 315,15*
28154	*Matériel industriel*	*17 916,00*	*17 915,67*		*0,33*
28155	*Outillage industriel*	*1 398,00*	*1 397,49*		*0,51*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*568 851,00*	*568 850,99*		*0,01*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*102 592,00*	*102 591,62*		*0,38*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*350 716,00*	*350 715,34*		*0,66*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*1 875 755,00*	*1 861 364,15*		*14 390,85*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*45 639,00*	*45 638,82*		*0,18*
28181	*Installations générales, agencements*	*33 700,00*	*33 699,77*		*0,23*
28182	*Matériel de transport*	*87 778,00*	*87 777,70*		*0,30*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*46 766,00*	*46 765,89*		*0,11*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
28184	*Mobilier*	*3 701,00*	*3 700,13*		*0,87*
28188	*Autres*	*58 996,00*	*58 995,54*		*0,46*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*81 400,00*	*81 396,27*		*3,73*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***7 846 870,86***	***7 616 273,35***		***230 597,51***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***2 340 217,00***	***1 393 208,81***		***947 008,19***
2031	*Frais d'études*	*38 536,00*	*7 198,03*		*31 337,97*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*116,33*		*-116,33*
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*512 515,00*	*365 147,97*		*147 367,03*
21561	*Service de distribution d'eau*	*8 333,00*	*0,00*		*8 333,00*
2313	*Constructions*	*33 333,00*	*0,00*		*33 333,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*97 500,00*	*1 387,56*		*96 112,44*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*1 650 000,00*	*1 019 358,92*		*630 641,08*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***10 187 087,86***	***9 009 482,16***		***1 177 605,70***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**47 838 708,00**	**29 572 942,96**	**5 032 883,40**	**13 232 881,64**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

COMPTE ADMINISTRATIF DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**24 489 201,10**	**12 759 189,05**	**10 222 393,60**	**90 806,12**	**1 416 812,33**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	3 034 182,26	1 843 506,51	1 013 912,61	0,00	176 763,14
6062	Produits de traitement	465 393,26	394 827,86	56 851,23	0,00	13 714,17
6063	Fournitures entretien et petit équipt	769 583,99	663 755,80	105 893,19	4 118,07	-4 183,07
6064	Fournitures administratives	8 200,00	5 082,19	113,86	0,00	3 003,95
6066	Carburants	103 729,59	48 454,62	55 274,97	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	48 250,00	19 373,00	3 446,05	0,00	25 430,95
611	Sous-traitance générale	2 282 874,41	1 526 454,32	453 143,18	42 341,04	260 935,87
6132	Locations immobilières	18 000,00	17 520,24	0,00	0,00	479,76
6135	Locations mobilières	70 856,76	61 898,89	6 919,95	7 363,08	-5 325,16
6137	Redevances, droits de passage, servitude	7 824,45	475,37	360,00	0,00	6 989,08
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	25 875,55	24 757,61	1 117,94	4 535,00	-4 535,00
61523	Entretien, réparations réseaux	235 270,00	61 128,84	13 046,30	15 981,00	145 113,86
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	165 000,00	109 370,60	30 117,97	0,00	25 511,43
61551	Entretien matériel roulant	56 638,29	44 860,73	11 777,56	810,00	-810,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	37 500,00	28 807,58	3 193,00	575,32	4 924,10
6156	Maintenance	145 240,00	59 733,78	30 771,53	547,64	54 187,05
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	36 603,77	36 603,77	0,00	0,00	0,00
6168	Autres	43 836,25	43 836,25	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	32 511,13	13 842,60	495,84	9 170,00	9 002,69
618	Divers	50 102,87	50 102,87	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	16 414 014,00	7 504 475,50	8 393 804,46	5 047,21	510 686,83
6227	Frais d'actes et de contentieux	27 587,00	17 014,88	85,00	0,00	10 487,12
6228	Divers	88 536,30	14 514,11	12 349,38	0,00	61 672,81
6231	Annonces et insertions	14 798,70	13 714,74	1 083,96	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	22 950,00	4 158,56	2 233,00	0,00	16 558,44
6237	Publications	600,00	250,00	350,00	0,00	0,00
6238	Divers	1 700,00	800,49	0,00	0,00	899,51
6241	Transports sur achats	500,00	45,00	0,00	0,00	455,00
6248	Divers	57 065,14	8 962,58	0,00	0,00	48 102,56
6251	Voyages et déplacements	5 311,91	5 311,91	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	4 358,50	4 328,70	29,80	0,00	0,00
6257	Réceptions	1 500,00	252,84	0,00	0,00	1 247,16
6261	Frais d'affranchissement	10 175,00	1 634,52	418,98	0,00	8 121,50
6262	Frais de télécommunications	38 100,00	27 289,10	2 880,00	0,00	7 930,90
627	Services bancaires et assimilés	5 334,45	5 334,45	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	10 640,00	1 771,00	0,00	0,00	8 869,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	42 000,00	27 367,47	10 261,38	0,00	4 371,15
6287	Remboursements de frais	0,00	-2 249,70	2 249,70	0,00	0,00
62876	Remb. frais au GFP de rattachement	10 000,00	0,00	9 400,00	0,00	600,00
62878	Remb. frais à des tiers	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
6288	Autres	2 868,50	2 868,50	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	61 615,50	61 374,00	0,00	0,00	241,50
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	2 073,52	611,04	812,76	317,76	331,96
6356	Redevances occupat° domaine public	5 000,00	19,82	0,00	0,00	4 980,18
6358	Autres droits	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6378	Autres taxes et redevances	9 000,00	4 946,11	0,00	0,00	4 053,89
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**4 483 225,00**	**4 219 258,66**	**243 000,00**	**0,00**	**20 966,34**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	4 347 370,72	4 103 852,58	243 000,00	0,00	518,14
6218	Autre personnel extérieur	20 448,20	0,00	0,00	0,00	20 448,20
6475	Médecine du travail, pharmacie	4 854,28	4 854,28	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	110 551,80	110 551,80	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (4)**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**73 388,00**	**70 637,23**	**0,00**	**0,00**	**2 750,77**
6541	Créances admises en non-valeur	58 388,00	58 387,56	0,00	0,00	0,44
6542	Créances éteintes	4 711,00	4 710,85	0,00	0,00	0,15
658	Charges diverses de gestion courante	10 289,00	7 538,82	0,00	0,00	2 750,18
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**29 055 814,10**	**17 049 084,94**	**10 465 393,60**	**90 806,12**	**1 450 529,44**
66	**Charges financières (b) (5)**	**2 264 000,00**	**1 542 489,94**	**711 772,28**	**0,00**	**9 737,78**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	2 228 000,00	2 219 260,88	0,00	0,00	8 739,12
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	36 000,00	-676 770,94	711 772,28	0,00	998,66
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**408 200,00**	**212 016,74**	**0,00**	**20 380,00**	**175 803,26**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	104,35	104,35	0,00	0,00	0,00
6712	Amendes fiscales et pénales	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	140 519,95	77 861,75	0,00	0,00	62 658,20
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	113 356,96	12 520,24	0,00	0,00	100 836,72
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	32 880,00	1 391,66	0,00	20 380,00	11 108,34
678	Autres charges exceptionnelles	120 138,74	120 138,74	0,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**22 909,00**	**22 908,80**			**0,20**
6815	Dot. prov. pour risques exploitat°	22 909,00	22 908,80			0,20
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**40 000,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**31 790 923,10**	**18 826 500,42**	**11 177 165,88**	**111 186,12**	**1 676 070,68**
023	***Virement à la section d'investissement***	***7 787 214,90***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***10 386 435,00***	***10 384 605,16***			***1 829,84***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*10 231 635,00*	*10 229 868,73*			*1 766,27*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*154 800,00*	*154 736,43*			*63,57*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***18 173 649,90***	***10 384 605,16***			***7 789 044,74***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***18 173 649,90***	***10 384 605,16***			***7 789 044,74***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**49 964 573,00**	**29 211 105,58**	**11 177 165,88**	**111 186,12**	**9 465 115,42**
	Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1	**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	711 772,28
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	676 770,94
= Différence ICNE N – ICNE N-1	35 001,34

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	***Ventes produits fabriqués, prestations***	***37 733 359,00***	***32 620 736,97***	***7 266 683,40***	***7 125,00***	***-2 161 186,37***
70128	Autres taxes et redevances	*24 000,00*	*127 337,61*	*0,00*	*0,00*	*-103 337,61*
704	Travaux	*0,00*	*85 177,48*	*6 045,68*	*0,00*	*-91 223,16*
70611	Redevance d'assainissement collectif	*34 290 000,00*	*27 485 695,75*	*6 881 886,16*	*0,00*	*-77 581,91*
706121	Redevance modernisation des réseaux	*0,00*	*5 390,50*	*0,00*	*0,00*	*-5 390,50*
70613	Participations assainissement collectif	*2 697 509,00*	*4 065 428,39*	*182 408,21*	*0,00*	*-1 550 327,60*
7068	Autres prestations de services	*479 000,00*	*687 193,81*	*8 446,22*	*0,00*	*-216 640,03*
7087	Remboursement de frais	*0,00*	*-1 482,00*	*1 482,00*	*0,00*	*0,00*
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	*242 850,00*	*165 995,43*	*186 415,13*	*7 125,00*	*-116 685,56*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**125 236,90**	**0,26**	**92 238,00**	**29 398,90**	**3 599,74**
748	Autres subventions d'exploitation	125 236,90	0,26	92 238,00	29 398,90	3 599,74
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**37 858 595,90**	**32 620 737,23**	**7 358 921,40**	**36 523,90**	**-2 157 586,63**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**693 943,08**	**361 241,99**	**416 158,86**	**0,00**	**-83 457,77**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	1 833,86	0,00	0,00	-1 833,86
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	4 811,01	0,00	0,00	-4 811,01
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	20 000,00	157,97	0,00	0,00	19 842,03
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,83	0,00	0,00	-0,83
778	Autres produits exceptionnels	673 943,08	354 438,32	416 158,86	0,00	-96 654,10
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**43 241,00**	**43 241,00**			**0,00**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	43 241,00	43 241,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**38 595 779,98**	**33 025 220,22**	**7 775 080,26**	**36 523,90**	**-2 241 044,40**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***4 407 930,00***	***4 407 238,57***			***691,43***
722	*Immobilisations corporelles*	*530 000,00*	*529 313,44*			*686,56*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*3 877 930,00*	*3 877 925,13*			*4,87*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***4 407 930,00***	***4 407 238,57***			***691,43***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**43 003 709,98**	**37 432 458,79**	**7 775 080,26**	**36 523,90**	**-2 240 352,97**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**6 960 863,02**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**4 109 914,66**	**1 248 037,24**	**634 616,37**	**2 227 261,05**
2031	Frais d'études	3 923 978,65	1 228 235,68	597 746,19	2 097 996,78
2033	Frais d'insertion	14 057,00	17 990,19	0,00	-3 933,19
2051	Concessions et droits assimilés	171 879,01	1 811,37	36 870,18	133 197,46
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**8 947 958,72**	**5 140 718,45**	**1 748 519,55**	**2 058 720,72**
2111	Terrains nus	65 446,00	5 972,00	1 444,00	58 030,00
2115	Terrains bâtis	1 737,00	0,00	2 531,50	-794,50
2125	Aménagement Terrains bâtis	0,00	2 057,60	5 723,80	-7 781,40
2128	Aménagement Autres terrains	26 049,00	10 404,00	9 884,62	5 760,38
21311	Bâtiments d'exploitation	9 320,00	0,00	9 320,00	0,00
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	603 673,30	135 752,48	241 828,64	226 092,18
21355	Aménagement Bâtiments administratifs	33 759,22	31 354,22	2 404,50	0,50
2148	Autres constructions sol autrui	57 424,00	57 423,90	0,00	0,10
21532	Réseaux d'assainissement	6 080 620,05	3 851 668,11	1 244 593,23	984 358,71
21562	Service d'assainissement	1 400 281,97	548 332,84	127 439,77	724 509,36
2181	Installat° générales, agencements	12 540,00	12 540,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	476 425,61	404 586,37	64 650,40	7 188,84
2183	Matériel de bureau et informatique	29 108,91	1 503,38	15 933,72	11 671,81
2184	Mobilier	43 102,35	27 613,30	3 880,99	11 608,06
2188	Autres immobilisations corporelles	108 471,31	51 510,25	18 884,38	38 076,68
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**24 155 481,84**	**16 292 602,13**	**4 088 344,87**	**3 774 534,84**
2313	Constructions	14 205 447,95	10 893 626,12	1 654 995,67	1 656 826,16
2315	Installat°, matériel et outillage techni	9 950 033,89	5 000 776,26	2 433 349,20	2 515 908,43
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	398 199,75	0,00	-398 199,75
	Total des dépenses d'équipement	**37 213 355,22**	**22 681 357,82**	**6 471 480,79**	**8 060 516,61**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**125 634,00**	**113 400,00**	**0,00**	**12 234,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	125 634,00	113 400,00	0,00	12 234,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**9 400 190,00**	**9 399 906,17**	**0,00**	**283,83**
1641	Emprunts en euros	6 301 500,00	6 301 346,48	0,00	153,52
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	426 400,00	426 303,19	0,00	96,81
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	1 974 800,00	1 974 796,23	0,00	3,77
1678	Autres dettes condit° particulières	114 720,00	114 703,36	0,00	16,64
1681	Autres emprunts	576 210,00	576 199,44	0,00	10,56
1687	Autres dettes	6 560,00	6 557,47	0,00	2,53
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**9 525 824,00**	**9 513 306,17**	**0,00**	**12 517,83**
4581002	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-DÉPENSES (4)	8 250,00	8 249,97	0,00	0,03
4581006	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-DÉPENSES (4)	8 904,50	2 118,03	0,00	6 786,47
4581009	OPERATIONS SOUS MANDAT RECETTE (4)	248 000,00	235 812,14	0,00	12 187,86
4581010	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (4)	23 592,00	22 336,50	1 255,00	0,50
4581012	OPERATIONS SOUS MANDAT-DEPENSES (4)	33 200,00	33 018,54	0,00	181,46
4581013	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (4)	31 023,00	2 439,50	28 583,50	0,00
4581021	OPERATION POUR COMPTE DE TIERS (4)	72 737,00	12 365,00	60 372,00	0,00
4581024	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-DÉPENSES (4)	254 269,54	191 511,45	584,40	62 173,69
4581027	OPERATION POUR COMPTE DE TIERS DEPENSES - RECETTES (4)	247 971,23	244 340,00	0,00	3 631,23
4581030	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (4)	1 587 179,71	840 840,84	633 545,24	112 793,63
4581031	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (4)	1 131 005,85	335 443,93	543 285,69	252 276,23
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**3 646 132,83**	**1 928 475,90**	**1 267 625,83**	**450 031,10**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**50 385 312,05**	**34 123 139,89**	**7 739 106,62**	**8 523 065,54**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***4 407 930,00***	***4 407 238,57***		***691,43***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***3 877 930,00***	***3 877 925,13***		***4,87***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*2 126 479,00*	*2 126 478,86*		*0,14*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*52 365,00*	*52 364,14*		*0,86*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*283 607,00*	*283 606,21*		*0,79*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*837 961,00*	*837 960,25*		*0,75*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*45 995,00*	*45 994,46*		

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*47 602,00*	*47 601,08*		*0,92*
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*2 235,00*	*2 234,56*		*0,44*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*4 031,00*	*4 030,83*		*0,17*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*477 555,00*	*477 554,74*		*0,26*
13933	*Sub. transf cpte résult. P.A.E.*	*100,00*	*100,00*		*0,00*
	Charges transférées	***530 000,00***	***529 313,44***		***686,56***
21532	*Réseaux d'assainissement*	*439 000,00*	*0,00*		*439 000,00*
21562	*Service d'assainissement*	*91 000,00*	*529 313,44*		*-438 313,44*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***1 717 693,00***	***948 129,92***		***769 563,08***
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*6 216,00*		*-6 216,00*
21532	*Réseaux d'assainissement*	*0,00*	*23 648,80*		*-23 648,80*
2313	*Constructions*	*0,00*	*254 397,62*		*-254 397,62*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*808 000,00*	*323 144,33*		*484 855,67*
2762	*Créances transfert droit déduct° TVA*	*909 693,00*	*340 723,17*		*568 969,83*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***6 125 623,00***	***5 355 368,49***		***770 254,51***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**56 510 935,05**	**39 478 508,38**	**7 739 106,62**	**9 293 320,05**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**8 897 241,95**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**6 386 092,37**	**3 964 037,01**	**616 193,90**	**1 805 861,46**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	6 036 144,37	3 897 717,64	473 884,03	1 664 542,70
13118	Autres Subv. Équipt Etat	213 456,00	39 375,00	25 735,00	148 346,00
1313	Subv. équipt Départements	20 492,00	17 944,37	574,87	1 972,76
1317	Subv. équipt Budget communautaire, FS	116 000,00	0,00	116 000,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement	0,00	9 000,00	0,00	-9 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**19 893 315,29**	**4 934 830,46**	**6 623 000,00**	**8 335 484,83**
1641	Emprunts en euros	16 197 801,29	0,18	0,00	16 197 801,11
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	1 000 000,00	6 623 000,00	-7 623 000,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	1 974 800,00	1 974 796,23	0,00	3,77
1678	Autres dettes condit° particulières	12 334,00	0,05	0,00	12 333,95
1681	Autres emprunts	1 708 380,00	1 960 034,00	0,00	-251 654,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**17 525,00**	**17 525,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	17 525,00	17 525,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**84 220,00**	**86 256,17**	**0,00**	**-2 036,17**
2313	Constructions	0,00	969,92	0,00	-969,92
2315	Installat°, matériel et outillage techni	41 100,00	41 005,53	0,00	94,47
238	Avances commandes immo. incorp.	43 120,00	44 280,72	0,00	-1 160,72
	Total des recettes d'équipement	**26 381 152,66**	**9 002 648,64**	**7 239 193,90**	**10 139 310,12**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**14 588 315,36**	**14 588 315,36**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	14 588 315,36	14 588 315,36	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**909 693,00**	**340 723,17**	**0,00**	**568 969,83**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	909 693,00	340 723,17	0,00	568 969,83
	Total des recettes financières	**15 498 008,36**	**14 929 038,53**	**0,00**	**568 969,83**

4581027	OPERATION POUR COMPTE DE TIERS DEPENSES - RECETTES (3)	0,00	34,96	0,00	-34,96
4582004	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-RECETTES (3)	0,00	0,01	0,00	-0,01
4582006	OPÉRATIONS SOUS MANDAT - RECETTES (3)	8 904,50	667,28	1 450,75	6 786,47
4582009	OPERATIONS SOUS MANDAT RECETTE (3)	248 000,00	254 084,87	0,00	-6 084,87
4582010	OPERATIONS SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (3)	23 592,00	22 336,50	1 255,50	0,00
4582012	OPERATIONS SOUS MANDAT-RECETTES (3)	33 200,00	33 018,54	0,00	181,46
4582013	OPERATIONS SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (3)	30 813,25	2 229,75	28 583,50	0,00
4582021	OPERATION POUR COMPTE DE TIERS (3)	72 737,00	12 365,00	60 372,00	0,00
4582024	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-RECETTES (3)	254 269,54	179 519,30	12 576,54	62 173,70
4582027	OPERATION POUR COMPTE DE TIERS DEPENSES - RECETTES (3)	247 971,23	244 305,04	0,00	3 666,19
4582030	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (3)	1 587 179,71	726 298,43	756 722,10	104 159,18
4582031	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (3)	1 131 005,85	302 521,96	576 207,66	252 276,23
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**3 637 673,08**	**1 777 381,64**	**1 437 168,05**	**423 123,39**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**45 516 834,10**	**25 709 068,81**	**8 676 361,95**	**11 131 403,34**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***7 787 214,90***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***10 386 435,00***	***10 384 605,16***		***1 829,84***
28031	*Frais d'études*	*18 420,00*	*18 419,98*		*0,02*
28033	*Frais d'insertion*	*2 003,00*	*2 002,88*		*0,12*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*36 206,00*	*35 009,27*		*1 196,73*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*4 250,00*	*4 249,78*		*0,22*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*28 484,00*	*28 483,82*		*0,18*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*1 821,00*	*1 820,11*		*0,89*
28131	*Bâtiments*	*1 849 101,00*	*1 849 100,40*		*0,60*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*198 929,00*	*198 928,45*		*0,55*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*590 771,00*	*590 770,95*		*0,05*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*5 182,00*	*5 181,77*		*0,23*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*4 348 132,00*	*4 347 571,12*		*560,88*
28155	*Outillage industriel*	*35 623,00*	*35 622,63*		*0,37*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*381 390,00*	*381 389,86*		*0,14*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*283 139,00*	*283 138,58*		*0,42*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*3 422,00*	*3 421,29*		*0,71*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*362 802,00*	*362 801,64*		*0,36*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*1 778 933,00*	*1 778 932,98*		*0,02*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*35 680,00*	*35 679,44*		*0,56*
28181	*Installations générales, agencements*	*36 219,00*	*36 218,32*		*0,68*
28182	*Matériel de transport*	*136 094,00*	*136 093,05*		*0,95*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*35 274,00*	*35 273,23*		*0,77*
28184	*Mobilier*	*7 446,00*	*7 446,00*		*0,00*
28188	*Autres*	*52 314,00*	*52 313,18*		*0,82*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*154 800,00*	*154 736,43*		*63,57*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***18 173 649,90***	***10 384 605,16***		***7 789 044,74***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***1 717 693,00***	***948 129,92***		***769 563,08***
2031	*Frais d'études*	*55 003,00*	*35 995,11*		*19 007,89*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*94,39*		*-94,39*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*220,00*		*-220,00*
21532	*Réseaux d'assainissement*	*145 229,00*	*119 361,54*		*25 867,46*
21562	*Service d'assainissement*	*18 490,00*	*1 456,11*		*17 033,89*
2313	*Constructions*	*519 057,00*	*99 384,50*		*419 672,50*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*171 914,00*	*84 211,52*		*87 702,48*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*808 000,00*	*607 406,75*		*200 593,25*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***19 891 342,90***	***11 332 735,08***		***8 558 607,82***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**65 408 177,00**	**37 041 803,89**	**8 676 361,95**	**19 690 011,16**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

COMPTE ADMINISTRATIF DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**66 784,11**	**32 582,80**	**20 521,45**	**1 230,65**	**12 449,21**
6063	Fournitures entretien et petit équipt	3 505,68	1 417,84	209,29	0,00	1 878,55
6064	Fournitures administratives	1 000,00	768,56	207,48	0,00	23,96
6066	Carburants	4 483,89	4 483,89	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	1 100,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00
611	Sous-traitance générale	6 396,67	-2 720,00	9 116,67	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	2 100,00	1 353,51	0,00	0,00	746,49
61551	Entretien matériel roulant	5 671,61	3 404,10	0,00	257,37	2 010,14
61558	Entretien autres biens mobiliers	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6156	Maintenance	3 712,26	769,80	0,00	0,00	2 942,46
6161	Multirisques	1 152,19	0,00	0,00	0,00	1 152,19
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	10,80	10,80	0,00	0,00	0,00
6168	Autres	1 473,38	1 473,38	0,00	0,00	0,00
618	Divers	10 667,36	10 667,36	0,00	0,00	0,00
6222	Commissions recouvrement redevance	8 316,00	0,00	8 316,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	600,00	600,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00
6236	Catalogues et imprimés	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00
6251	Voyages et déplacements	1 584,49	1 584,49	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	3 787,20	3 787,20	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	6 000,00	2 632,57	2 672,01	0,00	695,42
6262	Frais de télécommunications	1 478,63	1 478,63	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	117,91	117,91	0,00	0,00	0,00
6288	Autres	500,00	500,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	1 226,04	252,76	0,00	973,28	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**734 512,00**	**452 843,85**	**46 000,00**	**0,00**	**235 668,15**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	715 275,29	433 782,30	46 000,00	0,00	235 492,99
6475	Médecine du travail, pharmacie	836,71	835,71	0,00	0,00	1,00
648	Autres charges de personnel	18 400,00	18 225,84	0,00	0,00	174,16
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**50 054,00**	**45 341,28**	**0,00**	**0,00**	**4 712,72**
6541	Créances admises en non-valeur	2 875,00	2 874,19	0,00	0,00	0,81
6542	Créances éteintes	4 711,00	0,00	0,00	0,00	4 711,00
658	Charges diverses de gestion courante	42 468,00	42 467,09	0,00	0,00	0,91
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**851 350,11**	**530 767,93**	**66 521,45**	**1 230,65**	**252 830,08**
66	**Charges financières (b) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**6 100,00**	**612,47**	**0,00**	**0,00**	**5 487,53**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	4 000,00	382,94	0,00	0,00	3 617,06
678	Autres charges exceptionnelles	2 100,00	229,53	0,00	0,00	1 870,47
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**11 932,00**	**11 932,00**			**0,00**
6815	Dot. prov. pour risques exploitat°	4 182,00	4 182,00			0,00
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	7 750,00	7 750,00			0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**869 382,11**	**543 312,40**	**66 521,45**	**1 230,65**	**258 317,61**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***46 570,89***	***46 568,33***			***2,56***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*46 570,89*	*46 568,33*			*2,56*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***46 570,89***	***46 568,33***			***2,56***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***46 570,89***	***46 568,33***			***2,56***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**915 953,00**	**589 880,73**	**66 521,45**	**1 230,65**	**258 320,17**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***914 771,31***	***503 401,49***	***150 033,63***	***0,00***	***261 336,19***
7062	Redevances assainissement non collectif	*842 117,31*	*374 891,53*	*148 429,09*	*0,00*	*318 796,69*
7068	Autres prestations de services	*72 654,00*	*128 509,96*	*1 604,54*	*0,00*	*-57 460,50*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**914 771,31**	**503 401,49**	**150 033,63**	**0,00**	**261 336,19**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**264,00**	**3 165,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 901,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	20,00	0,00	0,00	-20,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	264,00	265,00	0,00	0,00	-1,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	2 880,00	0,00	0,00	-2 880,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**915 035,31**	**506 566,49**	**150 033,63**	**0,00**	**258 435,19**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**915 035,31**	**506 566,49**	**150 033,63**	**0,00**	**258 435,19**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**917,69**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043*.
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	434 475,86	21 942,88	12 155,54	400 377,44
2031	Frais d'études	339 500,00	0,00	0,00	339 500,00
2051	Concessions et droits assimilés	94 975,86	21 942,88	12 155,54	60 877,44
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	127 836,00	28 209,80	66 872,13	32 754,07
2158	Autres	10 300,80	10 300,80	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	91 335,20	15 835,20	65 274,13	10 225,87
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	1 111,00	-1 111,00
2188	Autres immobilisations corporelles	26 200,00	2 073,80	487,00	23 639,20
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	562 311,86	50 152,68	79 027,67	433 131,51
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	9 670,14			
	Total des dépenses financières	9 670,14	0,00	0,00	9 670,14
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	571 982,00	50 152,68	79 027,67	442 801,65
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	571 982,00	50 152,68	79 027,67	442 801,65
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
458212	OPERATION POUR COMPTE DE TIERS (3)	42 468,00	42 467,09	0,00	0,91
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	42 468,00	42 467,09	0,00	0,91
	TOTAL DES RECETTES REELLES	42 468,00	42 467,09	0,00	0,91
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)*	*46 570,89*	*46 568,33*		*2,56*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*31 662,00*	*31 661,34*		*0,66*
28158	*Autres*	*119,00*	*118,34*		*0,66*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*222,00*	*222,00*		*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*800,00*	*800,00*		*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*9 139,89*	*9 139,85*		*0,04*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*4 253,00*	*4 252,13*		*0,87*
28188	*Autres*	*375,00*	*374,67*		*0,33*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*46 570,89*	*46 568,33*		*2,56*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*46 570,89*	*46 568,33*		*2,56*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	89 038,89	89 035,42	0,00	3,47
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	482 943,11			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

GLOSSAIRE

AEAG	L'**Agence de l'Eau Adour-Garonne** est l'une des six agences françaises chargées de la lutte contre la pollution et de la protection des milieux aquatiques. En tant qu'établissement public du ministère chargé du développement durable, elle a pour mission de contribuer à la réduction de toutes les pollutions de l'eau et de protéger les ressources. Elle exerce ses missions sur le territoire du bassin versant Adour-Garonne.
ARS	L'**Agence Régionale de la Santé** met en œuvre, dans chaque région, la politique de santé publique en liaison avec les services chargés de la santé au travail, de la santé scolaire et universitaire et de la protection maternelle et infantile. Elle assure notamment le suivi sanitaire de l'eau potable mis en distribution.
BO	Un **Bassin d'Orage** a pour mission de recueillir les eaux drainées par la voirie lors d'un orage, de les stocker temporairement et de réguler les flux dirigés vers la station d'épuration.
BRGM	Le **Bureau de Recherches Géologiques et Minières** est un établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle du ministre chargé de la recherche, du ministre chargé des mines et du ministre chargé de l'environnement. Il a pour mission de conduire des recherches fondamentales et appliquées concernant le sol et le sous-sol et de mener des actions d'expertise et des actions de développement technologique et industriel dans ce domaine.
CPIE	Le **Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement** est une association cogestionnaire, chargé de la valorisation publique du domaine d'Abbadia aux côtés de la commune d'Hendaye et du département des Pyrénées Atlantiques.
CLECT	Composée de membres des conseils municipaux, le rôle principal de la **Commission locale d'évaluation des charges transférées** est d'évaluer le coût des compétences transférées ou rétrocédées à la Communauté d'Agglomération Pays Basque, afin que les organes de décision des communes et de l'EPCI puissent en tirer les conclusions par voie de délibération sur le montant des attributions de compensation.
CCSPL	La **Commission Consultative des Services Publics Locaux** est une instance définie par l'article L 1413-1 du CGCT, obligatoirement créée pour les intercommunalités de plus de 50 000 habitants. Elle est consultée sur les projets de délégation de service public, de création de régies dotées de l'autonomie financière ou de partenariat.
CEREMA	Le **Centre d'Études et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement** est un établissement public à caractère administratif, sous tutelle du ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires. Il accompagne l'Etat et les collectivités territoriales pour l'élaboration, le déploiement et l'évaluation des politiques publiques d'aménagement et de transport.
DBO_5	La **Demande Biologique en Oxygène** est une unité de mesure de la quantité de matière organique biodégradable contenue dans une eau. Elle est exprimée en milligramme d'oxygène. Elle correspond à la consommation d'oxygène nécessaire à la dégradation de la matière organique contenue dans un litre d'eau pendant cinq jours.
DCE	Afin d'assurer une meilleure gestion des milieux aquatiques, les États membres de l'Union Européenne ont établi un cadre pour une politique communautaire de gestion dans le domaine de l'eau. Ainsi, la **Directive Cadre sur l'Eau** (DCE 2000/60/CE) fixe un calendrier commun visant à atteindre, au plus tard en 2027, un bon état écologique et chimique de l'ensemble des masses d'eaux (souterraines et de surface, eaux côtières, estuaires et lagunes). Les États membres doivent donc prévenir toute dégradation supplémentaire, préserver et améliorer l'état des écosystèmes aquatiques.
DCO	La **Demande Chimique en Oxygène** est une unité de mesure de la quantité de toute la matière organique contenue dans une eau. Cette donnée est donc utilisée pour assurer un meilleur suivi de la performance des stations de traitement des eaux usées.
DDTM	La **Direction Départementale des Territoires et de la Mer** met en œuvre dans le département des Pyrénées-Atlantiques les orientations de l'État relatives au développement et à l'équilibre des territoires. Ses services assurent la fonction de Police de l'eau relatives aux systèmes d'assainissement et aux milieux.
DECI	La **Défense Extérieure Contre l'Incendie** se définit comme l'ensemble des aménagements fixes, publics ou privés, susceptibles d'être employés pour alimenter en eau les moyens de lutte contre l'incendie. L'article L.2213-32 du CGCT crée la police administrative spéciale de la DECI placée sous l'autorité du maire. A ce titre, celui-ci doit s'assurer de l'existence, de la suffisance et de la disponibilité des ressources en eau pour la lutte contre l'incendie, au regard des risques à défendre.
DICRIM	Le **Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs** a pour but d'informer les habitants de la commune sur les risques naturels et technologiques auxquels ils sont soumis. Instauré par le décret 90-918 du 11 octobre 1990 et le code de l'environnement 125- 10 et , il appartient de la responsabilité des maires de le rédiger et de le diffuser.
DIG	La **Déclaration d'Intérêt Général** est une procédure instituée par la Loi sur l'eau qui permet à un maître d'ouvrage public d'entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence.
DO	Le **Déversoir d'Orage** est un ouvrage de délestage du réseau pour évacuer les sur-volumes d'eau par surverse vers le milieu nature en temps d'orage et de fortes pluies.
DOCOB	Le **DOCument d'OBjectifs** est à la fois un document de diagnostic et un document d'orientation pour la gestion des sites Natura 2000. Il fixe des objectifs de protection de la nature conformément à des textes dont la protection et la gestion des milieux naturels est la fonction principale.
DSP	La **Délégation de Service Public** est un contrat administratif qui permet à une personne morale de droit public de confier à un délégataire, personne publique ou privée, la gestion d'un service public dont elle a normalement la responsabilité (article L1411-1 du Code général des collectivités territoriales). Le délégataire est rémunéré par l'exploitation du service public dont il a la charge et non pas par un prix versé l'administration comme dans les marchés publics.
DUP	La **Déclaration d'Utilité Publique** est une procédure administrative qui permet de réaliser une opération d'aménagement sur un terrain privé pour cause d'utilité publique. Cette opération peut avoir lieu à l'issue d'une enquête d'utilité publique.
DREAL	La **Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement** est un service régional de l'Etat qui met en œuvre et coordonne les politiques publiques des ministères de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales. Ses missions portent sur le contrôle et la sécurité des activités industrielles, de la prévention des pollutions, du bruit, des risques naturels et technologiques et des risques liés à l'environnement. Elles interviennent également sur le logement notamment dans la lutte contre l'habitat indigne et la rénovation urbaine.
EH	L'**Équivalent-Habitant** est une notion utilisée en assainissement, notamment pour quantifier la pollution potentiellement émise dans un système d'assainissement et la capacité des stations d'épuration. Une directive européenne du 21 mai 1991 définit l'équivalent habitant comme étant « la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique en oxygène en cinq jours (DBO_5) de 60 grammes d'oxygène par jour.

ERU	Les **Eaux Résiduaires Urbaines** désignent les eaux usées provenant des activités domestiques normales telles que les eaux fécales, de nettoyage, de cuisine, d'hygiène, etc. La directive européenne du 21 mai 1991, dite directive ERU, impose aux agglomérations d'être équipées d'un système de collecte et d'un système de traitement de ces eaux avant leur rejet dans le milieu naturel.
EPCI	Les **Établissements publics de coopération intercommunale** sont des établissements publics regroupant plusieurs communes pour assurer en commun des prestations aux habitants ou élaborer des projets intercommunaux. On distingue les EPCI à fiscalité propre, comme la Communauté d'Agglomération Pays Basque qui dispose de ressources fiscales propres, de ceux à fiscalité indirecte qui dépendent d'autres échelons administratifs pour leur financement.
ERI	Les **Eaux Résiduaires Industrielles** désignent les eaux usées provenant des activités industrielles. En plus de matières organiques, azotées ou phosphorées, elles peuvent également contenir des produits toxiques, des solvants, des métaux lourds, des micropolluants organiques, des hydrocarbures. Certaines d'entre elles font l'objet d'un prétraitement de la part des industriels avant d'être rejetées dans les réseaux de collecte.
ICP	L'**Indice de Connaissance et de gestion Patrimoniale** des réseaux (codifié par le SISPEA P103.2 pour l'eau potable et P202.2B en assainissement) évalue sur une échelle de 0 à 120 : le niveau de connaissance du réseau et des branchements, mais aussi l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuel du service d'eau potable.
IFREMER	Établissement public à caractère industriel et commercial, il est placé sous la tutelle conjointe des ministères de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), de la Transition écologique et solidaire (MTES), de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA). En tant qu'institut de recherche intégré en sciences marines, il contribue au système de recherche et d'innovation national, ainsi qu'à l'espace européen de la recherche.
ILC	L'**Indice Linéaire de Consommation** est égal au rapport entre, d'une part, le volume moyen journalier consommé par les usagers et les besoins du service (volume autorisé), augmenté des ventes d'eau à d'autres services, exprimé en mètres cubes, et, d'autre part, le linéaire de réseaux hors branchements exprimé en kilomètres.
IMOANC	L'**Indice de Mise en Œuvre de l'Assainissement Non Collectif** (codifié par le SISPEA D302.0) évalue sur une échelle de 0 à 140 la mise en œuvre des éléments obligatoires attendus par le service public (100 points) et des prestations facultatives (40 points).
IPR	L'**Indice de Protection de la Ressource** (codifié par le SISPEA P108.3) est un pourcentage composé à 80 % de l'analyse de l'Agence régionale de Santé (ARS) et 20 % des analyses de la Communauté d'Agglomération Pays Basque. Il traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage.
GEMAPI	La **Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations** est une compétence créée par la loi du 27 janvier 2014 afin de clarifier l'exercice de missions existantes – souvent dispersées. Elle est confiée sur chaque territoire à un niveau de collectivité bien identifié, de taille suffisante et disposant des ressources permettant d'en assumer la charge.
GEPU	La **Gestion des Eaux Pluviales Urbaines** est une compétence encadrée par l'article L 2226-1 du CGCT définissant son périmètre à « la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines ».
GIS HED2	Le **Groupement d'intérêt scientifique HED2** a été créé il y a 10 ans suite à la finalisation du programme national hydraulique EDF/ Ministère. Le Ministère a missionné le CEREMA pour monter ce GIS qui compte désormais une 30aine de membres. Il est composé de grands établissements publics (BRGM, INRAE, CEREMA…), de bureaux d'études, d'universités et de maîtres d'ouvrages dont la Communauté Agglomération Pays Basque récemment intégrée.
GIS littoral basque	Le **Groupement d'Intérêt Scientifique littoral basque** est un outil partenarial et transfrontalier engageant des projets de recherche dans les domaines des risques côtiers, de la qualité de l'eau, de la gestion des macro-déchets et de la préservation de la biodiversité.
LEMA	La **Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques** promulguée le 30 décembre 2006 a apporté deux avancées conceptuelles majeures : la reconnaissance du droit à l'eau pour tous et la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la gestion des ressources en eau.
LPO	La **Ligue pour la Protection des Oiseaux** est une association reconnue d'intérêt publique par décret du 03/07/1986 ayant pour objet « d'agir et de favoriser les actions en faveur de la nature et de la biodiversité ».
MES	Les **Matières En Suspension** désignent une mesure physique déterminant la quantité de matières (exprimée en poids sec) contenues dans l'eau et retenues par un filtre de porosité donnée (ou séparées de l'eau dans des conditions de centrifugation données). Plus simplement, elles correspondent à l'ensemble des matières solides insolubles visibles à l'œil nu présentes en suspension dans un liquide.
OCNA	Créé en 1996, l'**Observatoire de la côte de Nouvelle-Aquitaine** a pour rôle de mettre au service des acteurs du littoral un outil d'observation, d'aide à la décision et de partage de la connaissance pour la gestion et la prévention des risques côtiers.
OFB	L'**Office Français de la Biodiversité** est un établissement public à caractère administratif, dédié à la protection et la restauration de la biodiversité en métropole et dans les Outre-mer, sous la tutelle des ministères de la Transition écologique et de l'Agriculture et de l'alimentation.
PAPI	Le **programme d'actions de prévention des inondations** (PAPI) est un appel à projet lancé par l'Etat, concourant à la prévention des risques d'inondation. Mis en place depuis 2002, il vise à promouvoir une gestion globale et équilibrée du risque inondation, pensée à l'échelle d'un bassin de risque cohérent au regard de l'aléa et des particularités du territoire considérés.
PFAC	La **Participation Forfaitaire à l'Assainissement Collectif** est une redevance non fiscale destinée au financement des projets en matière d'assainissement collectif, s'appliquant aux constructions neuves, aux extensions générant des eaux usées supplémentaires.
PGRI	Le **Plan de Gestion des Risques d'Inondation** pris par arrêté du préfet coordonnateur de bassin définit les grands objectifs à décliner dans les stratégies locales. Il répond aux articles L 566-7 et R566-10 à 13 du code de l'environnement.
PLU (i)	Le **Plan Local d'Urbanisme (intercommunal)** est un document de planification d'échelle communale ou intercommunale, qui détermine les conditions d'aménagement et d'utilisation des sols. Ces conditions peuvent notamment contribuer à la gestion économe des sols et à la réduction de leur artificialisation.
POCTEFA	POCTEFA est l'acronyme du **Programme Interreg VI-A Espagne-France-Andorre**. C'est un programme européen de coopération transfrontalière créé afin de promouvoir le développement durable des territoires frontaliers des trois pays.

PPRL	Le **Plan de Prévention des Risques Littoraux** est un document réalisé à l'initiative du Préfet. Soumis à enquête publique, il vaut servitude d'utilité publique.
RPQS	Le **Rapport sur le Prix et la Qualité du Service** est un document public réglementaire qui répond à une exigence de transparence interne et externe pour les usagers. Il informe de la bonne gestion du service, notamment des services publics et industriels d'eau potable et d'assainissement.
RSDE	Le **Programme sur les Rejets de Substances dangereuses dans l'eau** s'inscrit dans la directive cadre sur l'eau de 2000 visant réduire les émissions de ces substances. Les systèmes d'assainissement de plus de 10 000 EH entrent dans ce dispositif de suivi.
SAGE	Le **Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau** constitue un outil privilégié pour répondre localement aux objectifs de la Directive cadre sur l'eau et travailler à l'échelle d'un sous-bassin en vue d'une gestion équilibrée des milieux aquatiques et de la ressource en eau. Il est issu d'une initiative locale et élaboré de manière collective.
SANDRE	Le **Service d'Administration National des Données et Référentiels sur l'Eau** est un service national qui a pour mission d'établir et de mettre à disposition les référentiels des données sur l'eau. Il définit notamment les formats type de données d'eau et d'assainissement, ce qui permet de mieux partager et analyser les informations collectées dans ce domaine.
SCoT	Le **Schéma de Cohérence Territoriale** est un document d'urbanisme français qui détermine, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, un projet de territoire visant à mettre en cohérence les politiques publiques en matière d'habitat, de mobilité, d'aménagement commercial, d'environnement et de paysage.
SDAGE	Le **Schéma Directeur de l'Aménagement et la Gestion de l'Eau** est un outil de planification visant à assurer la gestion de la ressource et des écosystèmes aquatiques, à l'échelle des grands bassins hydrographiques. Pour chacun des 6 grands bassins du territoire national, un comité de bassin (CB) pilote son élaboration. Le SDAGE est accompagné du Programme de Mesures (PDM) qui décline à l'échelle des bassins versants de gestion, les mesures génériques à mettre en place pour atteindre le bon état des masses d'eau. Le SDAGE et le PDM associé sont établis pour une durée de 6 ans.
SIG	Le **Système d'Information Géographique** est un outil informatique permettant de représenter et d'analyser tous les types de données spatiales et géographiques.
SISPEA	Le **Système d'Information des Systèmes Publics d'Eau et d'Assainissement** est une plateforme ouverte de données. Les collectivités doivent la renseigner de manière obligatoire. Les données des prix de l'eau et de performances sont ainsi calculées annuellement. Chaque indicateur y est défini de manière exhaustive.
SLGRI	La **Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation** permet de fixer des objectifs de réduction des conséquences dommageables des inondations sur chaque territoire à risques important d'inondation (TRI) en déclinaison du cadre fixé par le plan de gestion du risque inondation (PGRI).
SLGRL	La **Stratégie Locale de Gestion des Risques Littoraux** permet de fixer des objectifs de réduction des conséquences dommageables des aléas d'érosion (recul du trait de côte) et de submersion marine.
SPIC	Le **Service Public Industriel et Commercial** est une forme de gestion de service public soumise principalement aux règles de droit privé et à la compétence du juge judiciaire. Ses ressources proviennent principalement de recettes issues en proportion du service rendu. L'article L.2224-11 du CGCT dispose que : « Les services publics d'eau et d'assainissement sont financièrement gérés comme des services à caractère industriel et commercial. »
STEP	Une **Station d'Épuration** des eaux usées reçoit et traite les eaux usées des habitants et des industriels raccordés au réseau d'assainissement ainsi que les eaux pluviales (pour les réseaux non séparatifs). Elle rejette dans le milieu naturel une eau épurée, conforme aux valeurs limites définies par arrêté préfectoral.

Pays Basque
Euskal Herria

COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION

HIRIGUNE
ELKARGOA

COMUNAUTAT
D'AGLOMERACION